REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

HONNEUR-FRATERNITE-JUSTICE

Office National de la Statistique

Recensement National des Entreprises modernes du Secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) en Mauritanie, 2009

Rapport « PROVISOIRE » d'analyse

Nouakchott, le 24 mai 2009

1. Synthèse

L'activité des entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) occupe une place privilégiée dans le développement de l'économie mauritanienne et possède un effet de levier sur la compétitivité de l'ensemble de l'économie. Le poids de ce secteur dans la formation du produit intérieur brut (PIB) s'est fortement renforcé au cours des dernières années, compensant ainsi la baisse de la part de l'industrie manufacturière.

Pour renforcer la dynamique du secteur, l'essentiel du budget consolidé d'investissement (BCI) a été utilisé dans le cadre des travaux d'aménagement, de construction ou de réhabilitation des bâtiments publics et d'adduction d'eau potable par l'ensemble des secteurs de l'économie nationale. On en retient que la volonté politique se concentre sur l'extension, la rénovation et l'amélioration des infrastructures de transport et de bâtiments tant publics que résidentiels.

Par domaine d'intervention, les efforts d'investissements ont été plus orientés vers les infrastructures de transport principalement sur les infrastructures routières, aériennes ainsi que les infrastructures portuaires, éléments essentiels d'accompagnement du développement économique d'un pays (facilitation des déplacements des personnes et des biens, ouverture vers l'extérieur, etc,...).

Le recensement des entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics vise ici l'ensemble des entreprises du secteur parfaitement identifiées, juridiquement reconnu et disposant d'une comptabilité retraçant l'ensemble des flux financiers au cours de l'année et le bilan de ses actifs et passifs au début et en fin de période. Selon les résultats du recensement national des entreprises modernes du Secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) en Mauritanie effectué entre décembre 2008 et février 2009, un effectif de 64 entreprises modernes a été identifié, localisé et recensé. La quasi-totalité de ces entreprises (92%) est détenue exclusivement par le capital privé national et un petit nombre d'entre elles est détenu exclusivement par des capitaux privés étrangers.

Globalement, ces entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires 27,9 milliards d'ouguiya en 2007, en légère hausse par rapport à celui réalisé en 2006. Réparties selon le niveau de leur chiffre d'affaires, les entreprises de ce secteur sont très hétérogènes puisque leur chiffre d'affaires peut varier entre plus 6 milliards et moins de 500 mille ouguiya. Suivant l'origine du capital social de l'entreprise, 11% de ce chiffre d'affaires sont générés par des entreprises exclusivement étrangères.

Le secteur occupe environ 4 978 salariés en 2007 dont 51% de façon permanente. Les salariés permanents déclarés par ces entreprises sont majoritairement des hommes et très peu spécialisés. En effet, les techniciens, ingénieurs spécialisés et agents de maîtrise représentent moins de 30% de l'ensemble du personnel permanent. Majoritairement, les salariés permanents de ce secteur sont constitués d'ouvriers qualifiés et de personnel d'appui (plantons, gardiens, chauffeurs et secrétaire) représentant 56,2% de l'ensemble du personnel permanent.

En 2007, la masse salariale versée par les entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics aux travailleurs du secteur a été de 2,5 milliards d'ouguiya représentant près 4% du montant des traitements et salaires versés par l'administration publique aux fonctionnaires au cours de la même année. L'analyse des niveaux des salaires selon les qualifications permet de conclure que pour les salariés permanents, les salaires mensuels moyens des cadres administratifs de ce secteur restent supérieurs au niveau des salaires moyens dans la fonction publique. Parallèlement, les techniciens et ingénieurs dans le domaine des BTP reçoivent un salaire mensuel moyen de 137 950 ouguiyas, une situation plus confortable que celle de l'administration publique mais moins favorable aux conditions de la même catégorie au niveau de la SNIM.

Les résultats du recensement montrent que les entreprises du secteur ont réalisé d'importantes acquisitions principalement en renouvellement du matériel d'exploitation, en achat ou renouvellement du matériel de transport et en construction de bâtiments publics et résidentiels. Ces investissements ont été financés en grande partie sur des fonds propres privés grâce à une bonne capacité d'autofinancement dégagée par les entreprises du secteur au cours des deux années. En effet, la capacité financière, d'un montant de 4,8 milliards d'ouguiya représente plus de 52% du financement des immobilisations réalisées en 2007.

Selon les résultats du recensement national des entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics, la valeur ajoutée du secteur moderne des bâtiments et travaux publics, estimée de façon directe, a été évaluée à 10 980 millions d'ouguiya en augmentation nominale de 14,98% par rapport à 2006. Cette valeur ajoutée serait largement en deçà des estimations de la comptabilité nationale.

En termes de contribution à la fiscalité publique, le montant des impôts et taxes versé par les entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics représente environ 1% des recettes fiscales enregistrées et 3,5% des

montants totaux des impôts sur le bénéfice, IMF et BNC perçus par l'Etat en 2007.

Les entreprises étrangères occupent une part non négligeable du marché local en matière de bâtiments et travaux publics. En effet, des marchés publics comme la construction d'édifices publics et d'autres infrastructures terrestres (routes, aéroports ou ports) ont été attribué à des entreprises étrangères générant plus de 3 milliards de chiffre d'affaires en 2007.

Globalement, les entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) estiment être convenablement informées sur les marchés attribués. S'agissant des nouvelles technologies du secteur, seuls une minorité des entreprises estiment en avoir connaissance. Parallèlement, les entrepreneurs ne sont pas bien informés sur leurs concurrents, sur le marché extérieur ni sur la réglementation relative à l'activité des bâtiments et travaux publics (BTP). Ce qui limite logiquement leur compétitivité locale et sous-régionale.

A la lumière des résultats de cette opération, le secteur des BTP soufrent principalement des contraintes techniques, de bonne gouvernance et d'autres relatives à l'environnement des investissements de façon générale :

- ***Contraintes techniques liées aux recrutements***

S'agissant de la question de recrutement, plus de 80% des entrepreneurs interrogés au cours de cette opération éprouvent des difficultés liées au recrutement du personnel qualifié (ingénieurs, agents de maîtrise et autres personnels spécialisés) sur le marché local en raison du manque de personnel qualifié et spécialisé dans le secteur au niveau national conjugué à l'exigence des salaires élevés. Paradoxalement, les entrepreneurs ne disposent généralement pas de plan de formation et consacrent très peu de moyens au recyclage pour faire face au développement rapide des nouvelles technologies et à l'avancement de la mondialisation.

- ***Gouvernance des entreprises, un facteur limitant***

Pour s'informer sur les différents marchés attribués, la majorité des entreprises enquêtées affirment utiliser la presse nationale et dans une moindre mesure l'Internet sert aussi comme moyen d'information pour l'acquisition d'un marché des bâtiments et travaux publics. Par contre, un nombre élevé d'entreprises acquiert l'information sur l'existence des marchés à travers d'autres canaux de transmissions, en particuliers par des relations personnelles et professionnelles. L'attribution des marchés de grés à grés reste le mode dominant.

Les entrepreneurs estiment que dans le cadre de la passation des marchés, la réglementation mauritanienne soufre principalement de la multiplicité des donneurs d'ordre (structures chargées du suivi de l'exécution des marchés), de l'inorganisation des acteurs du secteur et de l'influence des maîtres d'œuvres délégués ce qui ne manque pas d'avoir une incidence réelle sur la qualité des travaux réalisés.

- ***Un environnement des investissements peu incitatif***

Dans leur ensemble, seulement moins de la moitié des entreprises recensées sont admises au code dérogatoire des investissements en Mauritanie. Selon leurs perceptions, la plupart des entrepreneurs du secteur trouvent le code mauritanien des investissements non incitatif.

Selon les opinions des chefs d'entreprises interrogés au cours de ce recensement, pour financer leurs activités la quasi-totalité des entrepreneurs ont des difficultés d'accès aux crédits en raison du niveau élevé des taux d'intérêt et autres frais y afférent.

Pour l'exécution de leurs marchés, la majorité de ces entreprises éprouvent des difficultés liées principalement aux décaissements pour les marchés publics.

Glossaire

AMEXTIPE	: Agence mauritanienne d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi
BAD	: Banque africaine de développement
BCI	: Budget consolidé d'investissement
BNC	: Bénéfices Non Commerciaux
BTP	: Bâtiments et travaux publics
DIT	: Direction des Infrastructures de Transport
FAD	: Fonds africain de développement
FBCF	: Formation brute du capital fixe
FBTP	: Fédération des bâtiments et travaux publics
FSN	: Fonds Spécial du Nigéria (accord de 1976 la BAD le gouvernement du Nigeria).
IMF	: Impôt minimum forfaitaire
M2P	: Mutuelle de promotion des petites et moyennes entreprises
MET	: Direction des Infrastructures Terrestres
MHUAT	: Ministère de l'Hydraulique, de l'Urbanisme et de l'Habitat
ONS	: Office National de la Statistique
OPEP	: Organisation des pays producteurs de pétrole
PIB	: Produit intérieur brut
SNIM	: Société Nationale Industrielles et Minière
SONADER	: Société Nationale Pour le Développement Rural
UM	: Ouguiya
UPI	: Unités de Production Informelles

Sommaire

1. Synthèse 1

Glossaire 5

Sommaire 6

2. Contexte et justification du moment 7

3. Objectifs visés 8

4. Méthodologie utilisée 8

5. Principaux résultats 12

   5.1. Caractéristiques économiques des entreprises 13

   5.2. L'emploi 15

   5.3. Salaires 18

   5.4. Investissements 18

   5.5. Contribution du secteur à l'économie nationale 23

6. Leçons apprises 25

7. Difficultés rencontrées 26

8. Conclusions 28

9. Annexes 30

10. Questionnaire du recensement 37

11. Nomenclature des activités de BTP 50

2. Contexte et justification du moment

La nécessité de suivre l'activité des entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics découle de son importance dans l'économie nationale. En effet, le poids du secteur des BTP dans la formation du produit intérieur brut (PIB) s'est fortement renforcé au cours des dernières années, compensant ainsi la baisse de la part de l'industrie manufacturière. Puisque de 4,7% du PIB entre 1995 et 1999, la part du secteur des BTP a atteint, en moyenne 7,7% du PIB entre 2000 et 2005. Cette dynamique a, en grande partie, contribué à la croissance économique enregistrée ces dernières années. Cet essor sectoriel, corollaire du développement de l'exploitation pétrolière, a induis notamment le boom des logements et la construction de nouvelles infrastructures de transport.

La croissance économique a bénéficié principalement des résultats exceptionnels obtenus dans les secteurs des bâtiments et travaux publics, des transports, des télécommunications et des autres services, qui ont contribué en moyenne pour 2,2% à la croissance réelle enregistrée entre 2003 et 2005. Au regard de l'évolution de la structure du PIB, ces secteurs, qui ne représentaient que 20,7% du PIB entre 1995 et 1999, ont enregistré en moyenne un accroissement de leurs parts de plus de 29% du produit intérieur brut après 2000.

Compte tenu du rôle appréciable que joue l'activité du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) dans le cadre de la création de la richesse nationale, son suivi adéquat s'avérait nécessaire afin de mieux appréhender, en temps opportun, ses performances ainsi que les difficultés qu'il traverse.

C'est dans ce cadre que l'Office National de la Statistique (ONS) a souhaité mettre en place un dispositif intégré de suivi des activités du secteur des bâtiments et travaux publics en Mauritanie. En effet, l'ONS avait entrepris depuis le 23 novembre 2008 l'exécution d'un Recensement national des entreprises du secteur moderne des bâtiments et travaux publics (BTP) sur l'ensemble du territoire national, en collaboration avec les professionnels du secteur (Fédération Nationale des BTP, AMEXTIPE, Mutuelle de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises et la Direction des Infrastructures de Transport).

3. Objectifs visés à travers ce recensement

L'objectif principal de cette opération est de mettre en place un dispositif de suivi régulier et de façon annuelle des activités des entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics parallèlement à celui des entreprises industrielles modernes en Mauritanie. De façon spécifique et chronologique, le recensement annuelle auprès des entreprises du BTP devrait permettre de :

- ✓ Disposer une base des données actualisée sur les entreprises du secteur bâtiments et travaux publics (BTP) en Mauritanie (emploi, charges, produits, contraintes, capacités ou besoins de financement, etc.) ;
- ✓ Apprécier la contribution du secteur à l'emploi (nombre d'emplois, type d'emplois, besoins en formation, niveaux des salaires, spécialités, etc.) ;
- ✓ Evaluer sa contribution à la formation du PIB de façon précise ;
- ✓ Appréhender le niveau et le type d'investissements réalisés ;
- ✓ Saisir les difficultés rencontrées par le secteur.

Les objectifs de ce recensement intègrent aussi les principales contraintes auxquelles fait face le secteur des bâtiments et travaux publics tel que souligné par la communication relative aux aspects techniques (insuffisance d'encadrement technique, absence de normes de construction, manque de personnel qualifié, …), aux aspects financiers (problèmes de décaissements, accès et coûts du crédit, …) ainsi que le volet de la gouvernance économique des entreprises de ce secteur.

4. Méthodologie utilisée

➢ *Champs de l'opération*

Le recensement national des entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics en Mauritanie vise à collecter des informations qualitatives et quantitatives auprès de l'ensemble des unités formelles (modernes) du secteur, répertoriées sur le territoire national.

Pour les **unités formelles** (entreprises modernes du secteur des BTP), le recensement national des entreprises modernes en Mauritanie, réalisé en avril 2007, a permis de disposer d'une liste exhaustive des entreprises modernes actives en 2007 et d'actualiser le répertoire des entreprises modernes du secteur des BTP en Mauritanie.

L'unité d'enquête est l'entreprise moderne du secteur des bâtiments et travaux publics, parfaitement identifiée dans le répertoire et reconnue juridiquement comme telle au moment de sa création et disposant d'une comptabilité au sens du plan comptable mauritanien. Une unité de production disposant d'une comptabilité signifie qu'elle présente des documents comptables retraçant les flux financiers au cours de l'année et le bilan de ses actifs et passifs au début et en fin de période.

Pour chaque unité, les informations recueillies sont constituées par les variables relatives à l'identification, à l'activité, à la caractéristique, à l'emploi, aux immobilisations, aux services rendus par l'entreprise et aux difficultés rencontrées par l'entreprise.

Le questionnaire, qui sera administré à l'ensemble des entreprises modernes du secteur, comprend plusieurs parties, pour chaque entreprise :

- ✓ Son identification ;
- ✓ Son activité ;
- ✓ Ses caractéristiques ;
- ✓ L'emploi et les salaires ;
- ✓ Ses charges d'exploitation ;
- ✓ Les travaux et services effectués ;
- ✓ Le niveau d'investissement et difficultés d'accès aux crédits ;
- ✓ L'opinion des chefs d'entreprises sur les obstacles du secteur.

- **Sensibilisation et implication des structures concernées par cette opération**

Plusieurs institutions publiques, parapubliques ou privées ainsi que des opérateurs économiques, interviennent directement ou indirectement dans les activités de développement, de contrôle, de promotion, de formation et de financement du secteur des bâtiments et Travaux Publics. Il s'agit, principalement de :

- La Fédération Nationale du secteur des bâtiments et travaux publics ;
- La Confédération Nationale du Patronat mauritanien ;
- La Direction des Infrastructures de Transport du Ministère de l'Equipement et du Transport ;

- La Direction des Bâtiments (Ministère de l'Hydraulique, de l'Urbanisme et de l'Habitat (MHUAT) ;
- L'Agence mauritanienne d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi (AMEXTIPE) ;
- La Mutuelle de promotion des petites et moyennes entreprises.

Une campagne de sensibilisation auprès de ces structures a été organisée au cours du mois d'octobre 2008. Au cours de cette campagne de sensibilisation et d'explication, le questionnaire et l'ensemble des éléments méthodologiques du recensement ont été examinés avec les services sectoriels et techniques concernés afin de tenir compte de leurs observations et de leurs besoins dans le cadre de cette opération.

Des réunions, regroupant les membres de la Fédération Nationale des Bâtiments et Travaux Publics, la Direction des Infrastructures de Transport et l'Office National de la Statistique, ont été organisées. L'objet de ces rencontres était de :

i. Rappeler les objectifs et l'importance de cette opération d'envergure nationale ;
ii. Valider le questionnaire et l'ensemble des documents techniques du recensement ;
iii. Définir la stratégie commune de travail pour une meilleure réussite de l'opération sur le terrain.

A l'issue de ces réunions, la Fédération Nationale des Bâtiments et Travaux Publics s'était engagée à assurer la sensibilisation auprès des différentes entreprises du secteur. Cette sensibilisation a d'ailleurs beaucoup facilité le déroulement de l'opération et concouru au succès du travail réalisé.

L'exploitation des documents administratifs existants a contribué à la mise en place d'un répertoire actualisé des entreprises du secteur à travers :

- La liste des entreprises membres de la Fédération des bâtiments et travaux publics (FBTP), contenant une soixantaine d'entreprises pour ce secteur qui a permis de compléter le répertoire des entreprises de ce secteur des bâtiments issue du recensement national des entreprises réalisé par l'Office National de la Statistique (ONS) en 2007 ;

- La liste des entreprises du secteur membres de la Mutuelle de promotion des petites et moyennes entreprises (M2P), qui regroupe des petites et moyennes entreprises du secteur des BTP.

La M2P a été à l'origine de l'identification d'une liste de soixante dix neuf (79) entreprises dont certaines sont aussi affiliées à la FBTP. L'exploitation de cette liste avec l'appui du Président de la mutuelle a permis de mettre en exergue que moins de la moitié de ces entreprises ne disposent pas d'un local et/ou d'une comptabilité au sens du plan comptable mauritanien ;

- La liste de l'ensemble des entreprises du secteur des BTP ayant exécuté un marché attribué par l'AMEXTIPE entre 2005 et 2007 s'établit à vingt une (21) entreprises dont huit sont membres de la FBTP ;

- La liste de l'ensemble des entreprises du secteur des BTP ayant exécuté un marché attribué par la SNIM au niveau de Nouadhibou ou de Zouerate ;

- La liste de l'ensemble des entreprises du secteur des BTP ayant exécuté un marché attribué par la Direction des Infrastructures de Transport au cours des dernières années 2006 et 2007.

Sur la base de ces différentes listes, nous avons obtenu un répertoire mieux élaboré et actualisé en vue d'un démarrage effectif des travaux de terrain.

5. Principaux résultats

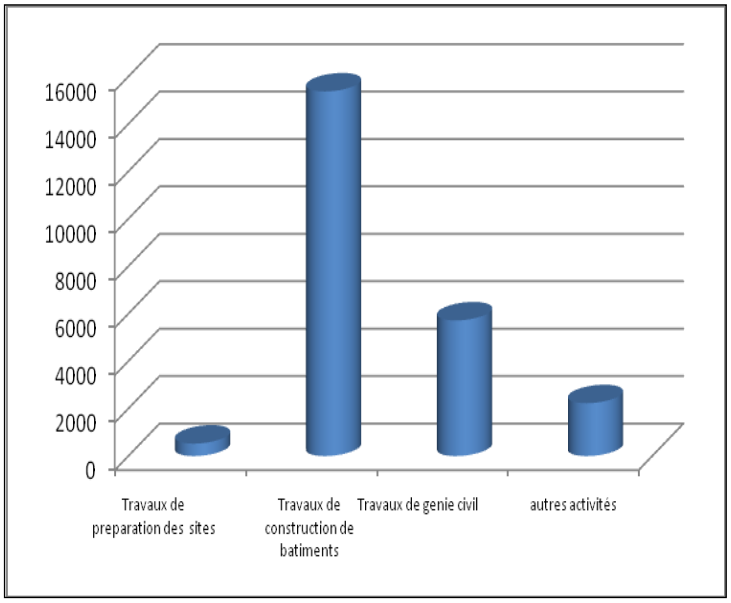
5.1. Caractéristiques économiques des entreprises

Selon les résultats du recensement national des entreprises modernes du Secteur des bâtiments et travaux publics en Mauritanie effectué entre décembre 2008 et février 2009, un effectif de 64 entreprises modernes a été recensé. Par zone géographique d'activité, 90,6% de ces entreprises ont été localisées au niveau de Nouakchott et 9,4% à l'intérieur du pays.

Suivant la forme juridique, la répartition des entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) au 31 décembre 2008, fait ressortir une dominance des Sociétés à Responsabilités Limitées (47,6%), des Entreprises Individuelles (27%) et des Sociétés Anonymes (22,2%). Seule, un petit nombre (2%) serait organisé sous forme de Sociétés d'Economie Mixte. La quasi-totalité des ces entreprises (92%) sont détenues à 100% par le capital privé national et 4,7% de l'effectif sont détenus à 100% par des capitaux privés étrangers.

Globalement, les entreprises du secteur ont réalisé un chiffre d'affaires de 27,9 milliards d'ouguiya en 2007 en légère hausse (+2,9%) par rapport à celui réalisé en 2006. Réparties selon le niveau de leur chiffre d'affaires, les entreprises de ce secteur sont très hétérogènes. En effet, le plus grand effectif (50% de ces entreprises) réalise de faibles chiffres d'affaires (moins de 500 millions d'ouguiya pour chaque entreprise) et seulement moins de 5% de l'effectif ont réalisé, en 2007, un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliards d'ouguiya de façon individuelle. Ce qui montre une forte disparité :

- Moins de 8% de l'effectif global des entreprises ont réalisé plus de 58% du chiffre d'affaires global du secteur en 2007 ;
- Par contre plus de 34% du chiffre d'affaire global du secteur ont été générés par 22 entreprises du secteur ;
- Plus de 73% de l'effectif global des entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires de 1,7 milliards d'ouguiya soit l'équivalent de 6% du chiffre d'affaires du secteur.



Par type d'activité principale, les entreprises réalisent généralement de la construction de bâtiments (55%) et des travaux de génie civil (35%). Cependant, un nombre réduit d'entreprises restent spécialisées dans les travaux d'installation et de finition (6%), dans des travaux de préparation des sites (2%) ou dans la location du matériel de construction.

Selon le type d'activité principale des entreprises, leur chiffre d'affaires provient de la construction des bâtiments à usage d'habitation ou d'édifices publics (43,2%), de la construction et entretien des routes (14,3%), de la construction, réhabilitation et entretien des aéroports (2,7%) ainsi que de construction de ponts (2,4%). Les autres travaux tels que les études d'architectures, les conseils, le contrôle et la sous-traitance, les travaux d'aménagement ou la location du matériel ont généré environ 37,4% du chiffre d'affaires global du secteur au cours de l'année 2007.

Par nature des travaux, les entreprises du secteur des BTP tirent l'essentiel de leur chiffre d'affaires des travaux (82%) et de la production des biens vendus qui assurent près de 6,5% des chiffres d'affaires réalisés en 2007. Parallèlement à leurs activités principales, les entreprises modernes du secteur sont aussi des prestataires de services (10% de leur chiffre d'affaires).

Globalement, les charges d'exploitation ont atteint en 2007 une valeur de 25,9 milliards d'ouguiya, en légère hausse nominale de 3,0% par rapport à l'année précédente. Ces charges sont principalement composées d'achats de marchandises (30%), de dotations aux amortissements (16%), de charges liées aux investissements et à l'activité (11,2%) et de charges financières (6,3%).

Les consommations intermédiaires, d'un montant global de 17 milliards d'ouguiya en 2007 ont été composées à plus de 50% de matières primaires.

Les achats de matières premières, qui constituaient près de 73,6% des consommations intermédiaires en 2006 ne représentaient que 50,6% de celles-ci en 2007. Il ressort de ce constat que les entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics ont fait plus preuve d'une meilleure maîtrise dans leur gestion interne. En effet les charges d'exploitations globales ont baissé de 2,3% et le ratio « Consommations intermédiaires/chiffre d'affaires » est passé de 66% en 2006 à moins de 60% en 2007. Cette baisse de la part des achats de matières premières s'expliquerait par un recours de plus en plus important des entreprises à la sous-traitance dont la part a plus que triplé mais aussi à une plus grande maîtrise des achats des matières. Cette performance s'est traduite par une nette amélioration de leur excédent brut d'exploitation, qui

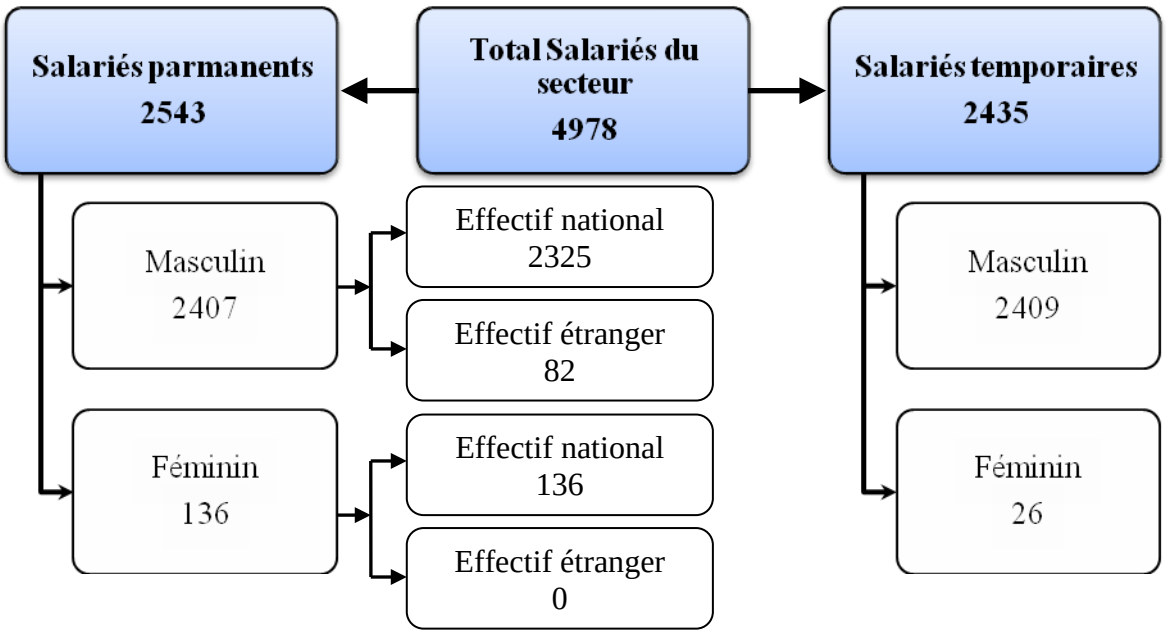
s'est établie à 7,2 milliards d'ouguiya en 2007, en progression de 24,6% d'une année à l'autre.

5.2. L'emploi

Les statistiques sur l'emploi de façon générale et celles relatives à l'emploi dans le secteur moderne des bâtiments et travaux publics restent très embryonnaires en Mauritanie. Pour une meilleure connaissance de l'emploi dans le secteur des BTP, le recensement national des entreprises modernes du secteur des BTP réalisé en 2008 servira désormais de référence.

En l'absence de toute autre source d'informations sur l'emploi du secteur, le volet emploi de ce recensement permet de renseigner sur le volume de l'emploi du secteur, les caractéristiques des personnes présentes dans le secteur, la structure selon la qualification des travailleurs, le niveau d'instruction et la répartition par sexe de la main d'œuvre, la durée moyenne du travail ainsi que sur le niveau moyen des salaires. Ces statistiques contribueront ainsi à alimenter le débat social sur les stratégies et politiques de l'emploi dans le secteur moderne des bâtiments et travaux publics en Mauritanie.

Selon les résultats du recensement national auprès des Entreprises Modernes du secteur des Bâtiment et Travaux Publics (BTP) réalisé entre décembre 2008 et février 2009, le secteur moderne des BTP occupe environ 4 978 salariés dont 51% ont un emploi permanent comme décrit dans le schéma suivant :

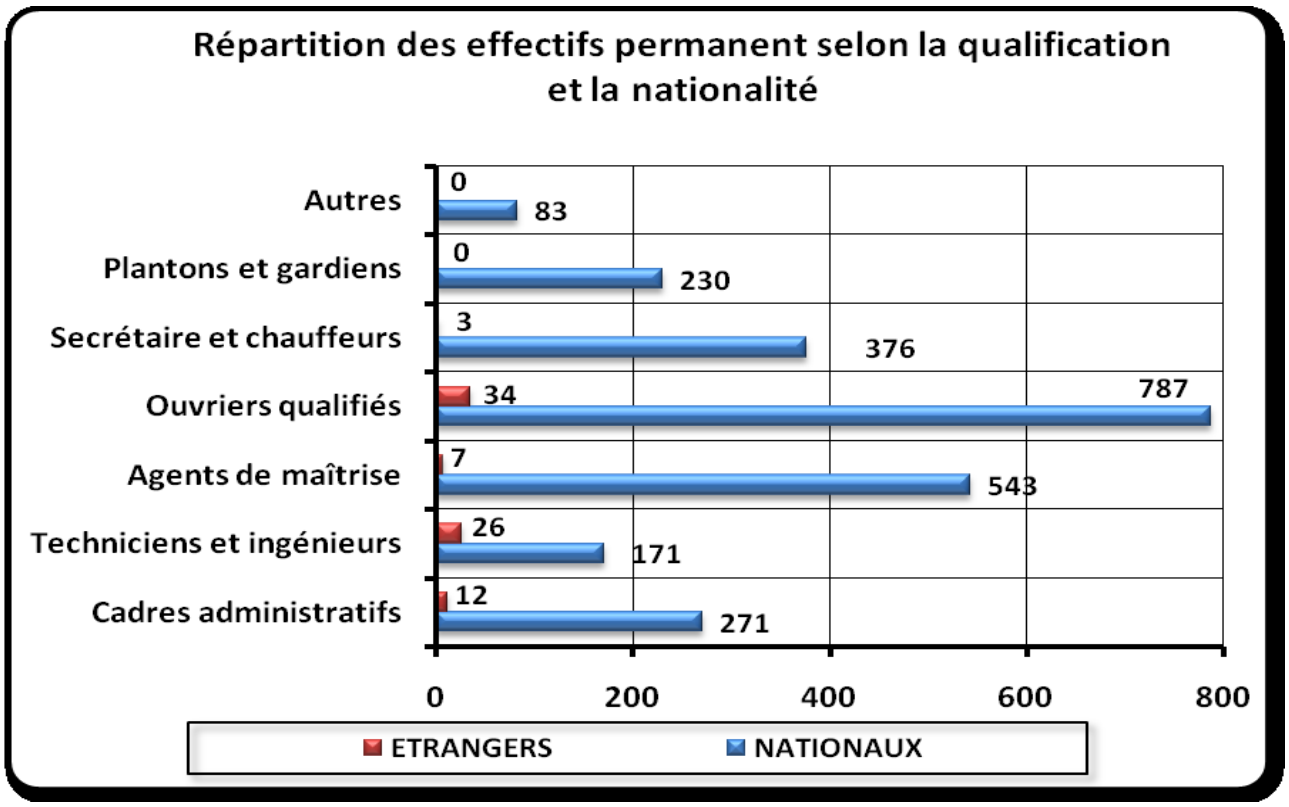


Les salariés permanents déclarés par les entreprises, s'élevaient en 2007 à 2 543 personnes, en majorité des hommes (94,7%). Classés par niveau de

qualification, les salariés permanents sont très peu spécialisés. En effet, en 2007, les techniciens et ingénieurs spécialisés ne représentaient que 7,7% et les agents de maîtrise 21,6% de l'ensemble du personnel permanent. Ainsi le personnel qualifié représentait un total de 29,3% des permanents. Majoritairement, les salariés permanents de ce secteur sont constitués d'ouvriers qualifiés (32,3%) et de personnel d'appui (plantons, gardiens, chauffeurs et secrétaire) représentant 23,9% de l'ensemble du personnel permanent.

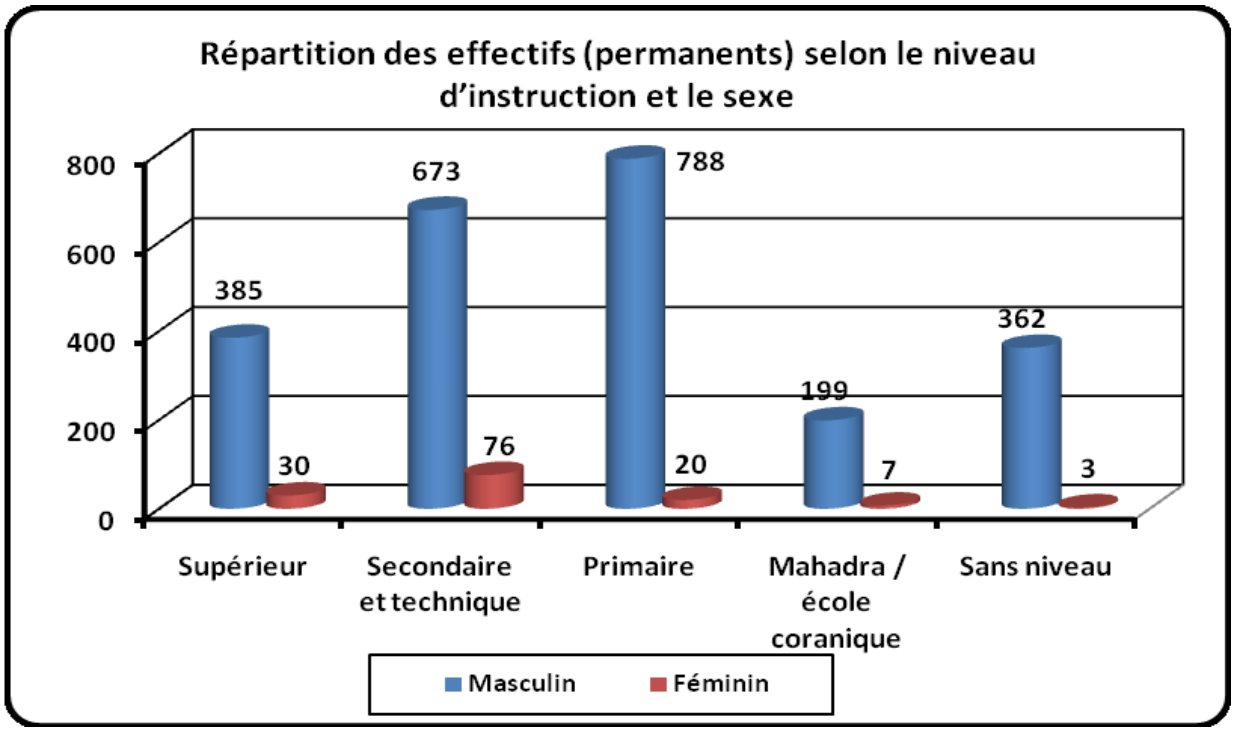
Par ailleurs, on note une faible présence de salariés permanents étrangers au niveau du secteur, avec près de 3,2 % de l'ensemble des salariés permanents. Ces étrangers occupent généralement des postes d'ouvriers qualifiés (41,5%), des techniciens et ingénieurs (31,7%) ou de cadres administratifs (14,6%).

L'analyse selon le niveau d'instruction des salariés permanents, montre que 16,3% des travailleurs déclarés ont atteint le niveau supérieur et que 29,5% ont le niveau secondaire et technique permettant d'assurer un certain niveau de qualification. Par contre, un groupe de 14,4% des salariés permanents sont sans formation.



Ce recensement des entreprises modernes du secteur des BTP a également révélé environ 2 435 emplois temporaires en 2007. Ce type d'emplois concerne généralement des ouvriers qualifiés (64,0%) ou des tâcherons et journaliers (21,0%) de l'ensemble de l'emploi temporaire déclaré. On note également dans ce type d'emploi des secrétaires, plantons, agents de maîtrise, techniciens et ingénieurs ainsi que des cadres administratifs.

S'agissant de la question de recrutement, plus de 80% des entrepreneurs interrogés au cours de cette opération éprouvent des difficultés liées au recrutement du personnel qualifié (ingénieurs, agents de maîtrise et autres personnels spécialisés) sur le marché local. Cette difficulté est liée principalement au manque de personnel qualifié et spécialisé dans le secteur au niveau national conjugué avec l'exigence des salaires élevés qu'il n'est pas toujours possible d'offrir. En dépit de cette difficulté réelle, plus de 45% des entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics ne disposent pas d'un plan de formation ou de recyclage pour faire face au développement rapide des nouvelles technologies et à l'avancement de la mondialisation. Paradoxalement, les entreprises modernes du secteur consacrent très peu de moyens financiers pour la formation et/ou le recyclage de leur personnel. En effet, seuls 17% des entrepreneurs interrogés affirment avoir consacré des moyens financiers importants dans le cadre de la formation.



5.3. Salaires

En 2007, la masse salariale versée par les entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics s'élevait à 2 556 millions d'ouguiya, montant équivalent à près 4% des traitements et salaires versés par l'administration publique aux fonctionnaires au cours de la même année.

L'analyse des niveaux des salaires selon les qualifications permet de conclure que pour les salariés permanents, les salaires mensuels moyens des cadres administratifs du secteur des BTP restent supérieurs au niveau des salaires moyens dans la fonction publique. En effet, d'un montant mensuel moyen de 141 842 ouguiyas, le salaire mensuel moyen des cadres administratifs du secteur des BTP est supérieur de plus de 50% au salaire mensuel moyen de la catégorie A1 de la fonction publique.

Parallèlement, les techniciens et ingénieurs dans le domaine des BTP perçoivent un salaire mensuel moyen de 137 950 ouguiyas. Si c'est une situation plus confortable au regard de celle de la fonction publique, elle est néanmoins moins favorable aux conditions de la même catégorie au niveau de la SNIM.

5.4. Investissements

Les cadres juridique et réglementaire mauritaniens ont connu des réformes sectorielles engagées à l'occasion de la privatisation et de la libéralisation économique de ces dernières années. En effet, le code mauritanien des investissements garantit la liberté d'établissement à toute personne physique ou morale désireuse d'investir conformément à la réglementation en vigueur dans le pays. Ce code ne prévoit aucune restriction à la liberté d'investir pour les entreprises mauritaniennes ou étrangères. Il s'adresse à tout investisseur quelque soit sa nationalité, sa résidence, sa forme juridique, sa taille ou le volume de ses investissements.

Dans leur ensemble, seuls 39,3% des entreprises recensées sont admises au code dérogatoire des investissements en Mauritanie. Selon leurs perceptions, la plupart des entrepreneurs (88,7%) du secteur trouvent ce code mauritanien des investissements non incitatif.

Les entreprises étrangères occupent une part non négligeable du marché local en matière de bâtiments et travaux publics. En effet, des marchés publics

comme la construction d'édifices publics et d'autres infrastructures terrestres (routes, aéroports ou ports) ont été attribué à des entreprises étrangères générant plus de 3 milliards de chiffre d'affaires en 2007.

Les entreprises locales, n'entrent pas en compétition avec les entreprises internationales du fait de leur moindre taille mais elles agissent souvent sur le marché des appels d'offres internationaux en qualité de sous-traitants.

Le secteur des bâtiments et travaux publics, contrairement à ce que pourrait laisser comprendre son intitulé, se penche également, en plus de la construction de bâtiments industriels et commerciaux, infrastructures routières, portuaires ou aéroportuaires, sur les travaux de canalisation, de construction des digues ou barrages et d'aménagement des périmètres. Il occupe une place privilégiée dans le développement de l'économie mauritanienne et possède un effet de levier sur la compétitivité de bien des secteurs.

L'exploitation du budget consolidé d'investissement (BCI) indique un taux d'exécution global de 82% pour un montant programmé de 92,3 milliards d'ouguiya en 2007 pour les différents secteurs publics. Ce montant exécuté a été financé à hauteur de 57,7% sur financement extérieur.

Par secteur d'activité, environ 41,7 milliards d'ouguiya ont été alloués à des travaux liés au secteur des bâtiments et travaux publics (infrastructures de transport, construction de bâtiments ou aménagements de périmètres agricoles). Une analyse détaillée de l'exécution du BCI montre que 54,6% des investissements ont été utilisés dans le cadre des travaux d'aménagement, de construction ou de réhabilitation de bâtiments publics et d'adduction d'eau potable par l'ensemble des secteurs de l'économie nationale. Il ressort des investissements publics que la volonté politique se concentre sur l'extension, la rénovation et l'amélioration d'infrastructures de transport, de bâtiments publics et de bâtiments résidentiels.

Par domaine d'intervention, l'essentiel du budget consolidé d'investissements a été consacré à l'aménagement du territoire, absorbant plus de 48% de l'exécution du BCI en 2007. Dans ce domaine, les efforts ont été orientés vers les infrastructures de transport, principalement sur les infrastructures routières (37,3%), les infrastructures aéroportuaires (4,2%) et portuaires (0,8%).

Les perspectives à moyen terme dans le secteur s'annoncent favorables :

- Le sous-secteur des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires constitue une des clés du développement du transport des biens et des

personnes. En effet, dans le cadre du renforcement du réseau terrestre, les investissements réalisés en 2007 pour la construction de la route Boghé – M'Bignik se sont élevés à prés de 2 milliards d'ouguiya principalement (à 78%) sur financement extérieur (FSN, BAD, FAD et OPEP). Parallèlement, une seconde route reliant Kaédi – Mbout – Sélibaby – Gouraye, a été construite sur financement exclusif de l'Union Européenne pour un montant de plus de 7 milliards d'ouguiya ;

- Dans le domaine du développement urbain, le budget consolidé d'investissement de 2007 a consacré 12,2 milliards d'ouguiya principalement dans le cadre des projets d'adduction d'eau potable (Aftout Essahili) ;

- Le secteur du développement rural, dans le cadre de la réhabilitation, de l'aménagement des périmètres irrigués ou des barrages a absorbé 6,6% de l'ensemble du budget consolidé d'investissement réalisé en 2007.

Pour compléter cette opération qui tente de cerner un secteur aussi difficile que celui des BTP en Mauritanie, on ne se focalise pas seulement sur les déclarations des entreprises modernes du secteur. En effet, afin de mieux cerner les différents contours du secteur, des informations complémentaires ont été collectées auprès des principales agences d'exécution intervenant dans le secteur. Il s'agit de :

- ✓ L'Agence Mauritanienne d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi (AMEXTIPE);
- ✓ La Direction des Infrastructures de Transport (DIT) ;
- ✓ La Société Nationale Industrielles et Minière (SNIM) ;
- ✓ La Société Nationale Pour le Développement Rural (SONADER).

Selon les données fournies par ces principales structures intervenant dans le secteur des BTP, le cumul des investissements réalisés dans le domaine des BTP par ces quatre principales structures en 2007 a atteint un montant de 34,6 milliards d'ouguiya, ayant plus que doublé par rapport à l'année 2006. Les plus grands investissements ont été principalement réalisé par la Direction des Infrastructures Terrestres (MET) et la Société Nationale (SONADER).

Par type d'activité, le montant global des investissements réalisés en 2007, par ces structures, a été principalement alloué aux travaux de génie civil (90,9%)

et de construction de bâtiments (6,5%). Réparties par Agence d'exécution, ces investissements ont été réalisés principalement par la Direction des Infrastructures terrestres (73,4%) et dans une moindre mesure par la SONADER (13%) :

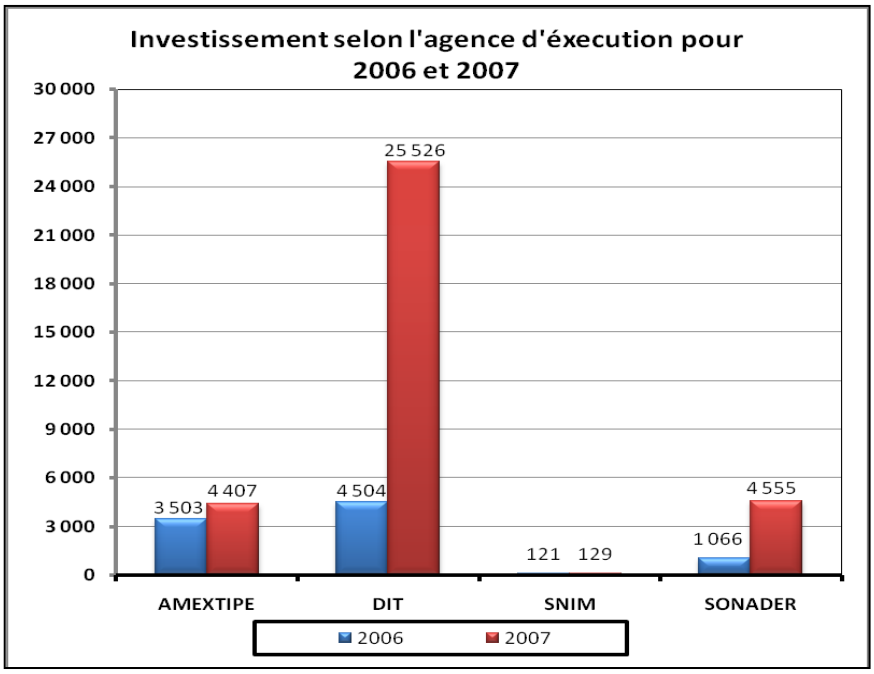
- En 2007, la Direction des Infrastructures Terrestres (DIT), chargé de l'exécution et du suivi des investissements dans le domaines des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires, a réalisé d'importants travaux de désenclavement et de rénovation à travers la construction de la route Kaédi- M'Bout – Sélibaby –Gouraye (22 milliards d'ouguiya) et la réhabilitation de l'aéroport régional de Sélibaby (2,6 milliards d'ouguiya). Globalement, plus de 98% des travaux réalisés en 2007 par la DIT relève des travaux de génie civil.

- La SONADER, spécialisée dans le domaine de l'aménagement des périmètres agricoles a principalement construit la digue installée entre Boghé et M'Boyo (1,07 milliards d'ouguiya), réalisé des travaux de désenclavement à Maghama (711 millions ouguiya) et réhabilité des petits périmètres irrigués au Brakna (1,09 milliards d'ouguiya). En plus de ces gros œuvres, la SONADER a réalisé d'autres travaux moins coûteux, apporté des conseils et procédé à du contrôle dans le domaine de l'aménagement. Toutefois, la majorité de ces travaux conduits en 2007 sont des réalisations en génie civil (plus de 91%) ;

- L'AMEXTIPE, qui est la principale agence d'exécution des travaux d'intérêt public, n'a réalisé en 2007 qu'un montant d'investissements de 4,4 milliards d'ouguiya, en grande partie dans les travaux de génie civil (i)-réhabilitation/extension du stade municipal de Nouadhibou (Gazonnage, Eclairage et Aménagement extérieur) et la Construction d'un Stade omnisports à Kaédi pour un coût cumulé de 736,5 millions d'ouguiya, (ii)- Construction des voiries urbaines à Nouadhibou et à Tidjikdja pour un montant de 570 millions d'ouguiya. Globalement, les travaux de génie civil ont représenté 48% et ceux de construction de bâtiments 43% des investissements réalisés en 2007.

- D'un montant de 128,8 millions d'ouguiya, les investissements réalisés par la SNIM en 2007 sont majoritairement dans le domaine de la construction de bâtiments (62,7%) et des travaux de finitions (24,4%) au niveau de Nouadhibou et de Zouérate.

Selon, les données collectées auprès des entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics, les acquisitions (investissements) réalisées en 2007 se sont élevés à 11,7 milliards d'ouguiya principalement pour le renouvellement du matériel d'exploitation (51,5%), l'achat ou le renouvellement du matériel de transport (21%) et la construction de bâtiments (13,3%). Ces investissements ont été financés en grande partie (93,5%) sur des fonds propres privés grâce à une bonne capacité d'autofinancement, dégagée par les entreprises du secteur au cours des deux années 2006 et 2007, et dans une moindre mesure sur des financements publics (3,2%) ou des emprunts locaux (3,3%).



En comparaison avec l'année précédente, ces investissements ont augmenté de plus de 38,5% en 2007 en liaison avec la hausse des acquisitions de participations et de titres. Par contre, selon leurs déclarations, les immobilisations financières des entreprises ont baissé de 8% en raison des retraits opérés sur les dépôts et cautionnement. Les entreprises modernes du secteur des BTP, d'après les résultats du recensement seraient en bonne santé financière. En effet, la capacité financière, d'un montant de 4,8 milliards d'ouguiya représente plus de 52% du financement des immobilisations réalisées en 2007.

Selon les opinions des chefs d'entreprises interrogés au cours de ce recensement, pour financer leurs activités la quasi-totalité des entrepreneurs ont des difficultés d'accès aux crédits. En effet, 89,6% des chefs d'entreprises affirment être confronté aux difficultés d'accès aux crédits bancaires, principalement, en raison du coût élevé du taux d'intérêt et autres frais y afférent. Par contre, le montant du crédit et les délais de remboursement ne semblent pas être des obstacles majeurs pour les dirigeants d'entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics. Pour l'exécution de leurs marchés, 84% de ces entreprises éprouvent des difficultés liées principalement aux décaissements pour les marchés publics.

5.5. Contribution du secteur à l'économie nationale

Pour l'ensemble du secteur des bâtiments et travaux publics, la comptabilité nationale distingue deux types d'unités : les unités formelles (entreprises parfaitement identifiées, localisées et disposant d'une comptabilité écrite) et les unités informelles.

Pour ce qui est des unités formelles (identifiées et ayant une comptabilité), la comptabilité nationale estime la valeur ajoutée des unités de production à partir des bilans et comptes d'exploitations des entreprises par un calcul direct (par différence entre la production et les consommations intermédiaires).

S'agissant du volet informel (unités n'ayant pas de comptabilité écrite et/ou d'adresse) pour le secteur, la comptabilité nationale fait une estimation de la valeur ajoutée des entreprises informelles en utilisant une variable proxi (la disponibilité de ciment). Il s'agit de l'estimation de la formation brute du capital fixe (FBCF) des ménages (entreprises individuelles) relative à la construction de logements. Ce mode contribue pour plus de 34% à la valeur ajoutée globale du secteur selon les estimations de la comptabilité nationale.

Le cumul de ces deux modes permet d'évaluer la valeur ajoutée globale du secteur des bâtiments et travaux publics qui est estimée à près 49 milliards d'ouguiya en 2007.

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des matériaux de construction servira d'indice des prix pour le secteur des bâtiments et travaux publics.

Pour ce qui est de ces **unités informelles**, leurs activités ne peuvent être saisies dans le cadre de ce recensement. En effet, vue leur spécificité, les Unités de Production Informelles (UPI) du secteur des bâtiments et travaux publics, biens qu'ayant une part significative dans la formation du produit intérieur brut, nécessitent une méthodologie particulière.

Selon les résultats du recensement national des entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics, la valeur ajoutée de ce secteur moderne des bâtiments et travaux publics a été estimée à 10 980 millions d'ouguiya en augmentation nominale de 14,98% par rapport à 2006. Cette valeur ajoutée, estimée de façon directe, ne concerne que les entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), parfaitement identifiées et disposant des documents comptables retraçant leurs flux financiers ainsi que le bilan de leurs actifs et passifs au début et en fin de période à partir de leur compte d'exploitations consolidés. Cette valeur ajoutée

serait largement en deçà des estimations de la comptabilité nationale. En effet, selon les estimations de la comptabilité nationale en 2006, la valeur ajoutée du secteur moderne des bâtiments et travaux publics s'élevait à plus de 33 milliards d'ouguiya dont 47,3% liés aux travaux de préparation de sites ou de génie civil et construction de bâtiments. L'estimation de cette valeur ajoutée résultait d'un calcul direct à partir de bilans des entreprises déclarées et d'une estimation de ceux des non déclarées qui représentent plus de 10% de cette valeur.

En terme de contribution à la fiscalité publique, le montant des impôts et taxes versé par les entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics s'est élevé à 1 159 millions d'ouguiya, représentant environ 1% des recettes fiscales enregistrées et 3,5% du montant total des impôts sur le bénéfice, IMF et BNC en 2007. Les recettes versées par les entreprises du secteur sont composées à 55,6% d'impôts et taxes et à 44,4% d'impôts sur le résultat. Globalement, ces recettes représentent 5,5% de la valeur ajoutée du secteur.

6. Leçons apprises

L'activité des entreprises du secteur des BTP occupe une place privilégiée dans le développement de l'économie mauritanienne et possède un effet de levier sur la compétitivité de l'ensemble de l'économie. Le poids du secteur des BTP dans la formation du produit intérieur brut (PIB) s'est fortement renforcé au cours des dernières années, compensant ainsi la baisse de la part de l'industrie manufacturière.

Le recensement des entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics a permis d'identifier 64 entreprises modernes, physiquement localisables et disposant d'une comptabilité écrite suivant les normes du plan comptable mauritanien. La quasi-totalité des ces entreprises sont privées nationales et un petit nombre seulement est détenu par des capitaux privés étrangers.

La majorité des entrepreneurs interrogés au cours de cette opération éprouvent des difficultés liées au recrutement du personnel qualifié (ingénieurs, agents de maîtrise et autres personnels spécialisés) sur le marché local en raison du manque de personnel qualifié et spécialisé dans le secteur au niveau national, conjugué à l'exigence des salaires élevés. Paradoxalement, les entreprises du secteur ne disposent pas d'un plan de formation et consacrent très peu de moyens au recyclage pour faire face au développement rapide des nouvelles technologies et à l'avancement de la mondialisation.

Dans leur ensemble, moins de la moitié des entreprises recensées sont admises au code dérogatoire des investissements en Mauritanie. Selon leurs perceptions, la plupart des entrepreneurs du secteur trouvent le code mauritanien des investissements non incitatif.

Les entreprises étrangères occupent une part non négligeable du marché local en matière des bâtiments et travaux publics. En effet, des marchés publics comme la construction d'édifices publics et d'autres infrastructures terrestres (routes, aéroports ou ports) ont été attribués à des entreprises étrangères générant plus de 3 milliards de chiffre d'affaires en 2007.

Selon les opinions des chefs d'entreprises interrogés au cours de ce recensement, pour financer leurs activités la quasi-totalité des entrepreneurs ont des difficultés d'accès aux crédits en raison du cout élevé du taux d'intérêt et autres frais y afférent. Pour l'exécution de leurs marchés, la majorité de ces entreprises éprouvent des difficultés liées principalement aux décaissements pour les marchés publics.

Globalement, les entreprises du secteur des bâtiments et travaux publics estiment être convenablement informées sur les marchés attribués. S'agissant des nouvelles technologies du secteur, seuls une minorité des entreprises estiment en avoir connaissance. Parallèlement, les entrepreneurs ne sont pas bien informés sur leurs concurrents, sur le marché extérieur ni sur la réglementation relative à l'activité des bâtiments et travaux publics. ce qui limite logiquement leur compétitivité locale et sous-régionale.

Pour s'informer sur les différents marchés attribués, la majorité des entreprises enquêtées affirment utiliser la presse nationale et dans une moindre mesure l'Internet sert aussi comme moyen d'information pour l'acquisition d'un marché dans le secteur des BTP. Par contre, un nombre élevé d'entreprises acquiert l'information sur l'existence des marchés à travers d'autres canaux de transmissions, en particuliers par des relations personnelles et professionnelles (marchés de grés à grés).

Les entrepreneurs estiment que dans le cadre de la passation des marchés, la réglementation mauritanienne soufre principalement de la multiplicité des donneurs d'ordre (structures chargées du suivi de l'exécution des marchés), de l'inorganisation des acteurs du secteur et de l'influence des maîtres d'oeuvre délégués ce qui ne manque pas d'avoir une incidence réelle sur la qualité des travaux réalisés.

7. Difficultés rencontrées

En dépit d'une campagne de sensibilisation impliquant la Fédération Nationale du secteur des bâtiments et travaux publics, la Confédération Nationale du Patronat mauritanien, la Direction des Infrastructures de Transport (Ministère de l'Equipement et du Transport), la Direction des Bâtiments (Ministère de l'Hydraulique, de l'Urbanisme et de l'Habitat, MHUAT) ainsi que l'Agence mauritanienne d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi (AMEXTIPE), l'opération de recensement des entreprises du secteur modernes des BTP a rencontré plusieurs difficultés. L'exploitation des documents administratifs existants a contribué à la mise en place d'un répertoire actualisé des entreprises du secteur à travers plus de cent cinquante (150) entreprises.

Cependant, seulement un peu plus de la moitié de cet effectif a été effectivement localisé et identifié sur le terrain. Un bon nombre de ces entreprises n'existe que par le nom et serait dans une situation informelle. Les travaux de terrain ont duré plus que prévu suite à différents problèmes :

- Difficultés de localiser les entreprises. En effet, les entreprises modernes de façon générale sont difficilement localisables sur le terrain (absence de plaques d'identification, absence d'adresse) ;

- Manque de volonté de collaboration de chefs d'entreprises du fait de l'absence de culture statistique en Mauritanie. Un bon nombre des chefs d'entreprises sont sans niveau de formation et ne peuvent donc comprendre l'utilité des informations collectées ;

- Refus catégorique de certains entrepreneurs de répondre correctement au questionnaire malgré les gros marchés qu'ils exécutent. Un grand nombre d'entrepreneurs accorde peu d'importance au questionnaire de la statistique et refuse d'y répondre ;

- Un grand nombre d'entreprises ayant exécuté de gros marchés publics au cours des dernières années n'ont pas de siège ou d'adresse physique ce qui rend leur localisation très difficile ;

- Certaines entreprises changent de nom sans changer d'activité ou de propriétaire ce qui pose aussi un problème de comptabilisation ;

- L'absence de la connaissance de l'existence d'une loi obligeant les unités physiques ou morales de coopérer intégralement avec l'Office National de la Statistique en dépit d'une préalable sensibilisation.

L'ensemble de ces contraintes limite fortement la qualité des informations collectées au cours de cette opération.

8. Conclusions

Le recensement des entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics vise ici l'ensemble des unités du secteur parfaitement identifiées, juridiquement reconnues et disposant d'une comptabilité retraçant l'ensemble de leurs flux financiers au cours de l'année et le bilan de leurs actifs et passifs au début et en fin de période. Selon les résultats du recensement national des entreprises modernes du Secteur des bâtiments et travaux publics en Mauritanie effectué entre décembre 2008 et février 2009, un effectif de 64 entreprises modernes a été identifié, localisé et recensé. La quasi-totalité des ces entreprises sont détenues à 100% par le capital privé national et une minorité de cet effectif est détenue à 100% par des capitaux privés étrangers.

Globalement, ces entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires de 27,9 milliards d'ouguiya en 2007, en légère hausse par rapport à celui réalisé en 2006. Réparties selon le niveau de leur chiffre d'affaires, les entreprises de ce secteur sont très hétérogènes avec un chiffre d'affaires variant entre plus de 6 milliards à moins de 500 mille ouguiya.

Ce secteur occupe environ 4 978 salariés déclarés dont 51% sont des travailleurs permanentes. Les salariés permanents déclarés par les entreprises sont majoritairement des hommes et très peu spécialisés. En effet, les techniciens, ingénieurs spécialisés et agents de maÎtrise représentent moins de 30% de l'ensemble du personnel permanent. Majoritairement, les salariés permanents de ce secteur sont constitués d'ouvriers qualifiés et de personnel d'appui (plantons, gardiens, chauffeurs et secrétaire) représentant 23,9% de l'ensemble du personnel permanent.

L'analyse selon le niveau d'instruction des salariés permanents on note que 16,3% des travailleurs déclarés ont atteint le niveau supérieur et que 29,5% ont le niveau secondaire et technique permettant ainsi au secteur d'assurer un certain niveau de qualification. Par contre, un groupe de 14,4% des salariés permanents sont sans niveau de formation.

En 2007, la masse salariale versée par les entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics à ces travailleurs a atteint près 4% du montant des traitements et salaires versé par l'administration publique aux fonctionnaires au cours de la même année. L'analyse des niveaux des salaires selon les qualifications permet de conclure que pour les salariés permanents, les salaires mensuels moyens des cadres administratifs restent supérieurs au niveau de salaires moyens dans la fonction publique. Parallèlement, les techniciens et ingénieurs dans le domaine des BTP reçoivent un salaire

mensuel moyen de 137 950 ouguiyas. Une situation plus confortable que celle de la fonction publique mais moins favorable au regard des conditions de la même catégorie au niveau des grandes Sociétés (SNIM,…).

Selon, les données collectées au cours de cette opération, les entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics ont réalisé d'importantes acquisitions, principalement en renouvellement du matériel d'exploitation, en achat ou renouvellement du matériel de transport, et en construction de bâtiments. Ces investissements ont été financés en grande partie sur des fonds propres privés grâce à une bonne capacité d'autofinancement dégagée par les entreprises du secteur au cours des deux années. En effet, la capacité financière, d'un montant de 4,8 milliards d'ouguiya représente plus de 52% du financement des immobilisations réalisées en 2007.

Selon les résultats du recensement national des entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics, la valeur ajoutée du secteur a été évaluée à 10 980 millions d'ouguiya en augmentation nominale de 14,98% par rapport à 2006. Cette valeur ajoutée serait largement en deçà des estimations de la comptabilité nationale.

En terme de contribution à la fiscalité publique, le montant des impôts et taxes versé par les entreprises modernes du secteur des bâtiments et travaux publics représente environ 1% des recettes fiscales enregistrées et 3,5% du montant total des impôts sur le bénéfice, IMF et BNC en 2007.

9. Annexes

الجدول1 . أهم مؤشرات لقطاع البناء و الأشغال العامة

Tableau 1 : Principaux indicateurs du secteur moderne des BTP

	2006	2007	
1.1 Valeur ajoutée brut (VA)	9 552	10 980	1.1. القيمة المضافة الخام
1.2 Nombre d'emploi		**4 978**	**1. 2. عدد الوظائف**
12.1 Permanents		***2 543***	***1.2.1. دائمة***
Hommes		2 407	رجال
Femmes		136	نساء
12.1 Temporaires		***2 435***	***1.2. 2. مؤقتة***
Hommes		2 409	رجال
Femmes		26	نساء
12.3 Emploi par catégorie		**4 978**	***1.2.3. حسب الفئة (مؤقتة و دائمة)***
Cadres supérieurs		304	اطر عليا
Techniciens et ingénieurs		239	فنيون ومهندسون
Agents de maîtrise		632	وكلاء مهرة
Ouvriers qualifiés		2 380	عمال مؤهلون
Secrétaire et chauffeurs		462	عمال السكرتير يا و السائقين
Plantons et gardiens		367	حاجب و حراس
Autres		594	آخرون
1.3 Investissements (acquisitions)	**8460**	**11 720**	**1.3. استثمارات(مكتسبات)**
a. Fonds propres		10 717	ا. أموال خاصة
b. Fonds publics		363	ب. أموال عمومية
c. Emprunt local		374	ج. ادخار محلي
d. Emprunt étranger			د. ادخار خارجي
1.4 Formation brut du Capital fixe (FBCF)			**1.4. تكوين رأس المال الخام الثابت**
1.5 Rémunération de salaires	2 725	2 549	**1.5.علاوات على الأجور**
1.6 Excédent brut d'exploitation	6 731	7 828	**1.6.الفائض الخام للاستغلال**
1.7 Productivité et coût du capital			**1.7.الإنتاجية و تكاليف رأس المال**
2.1 VA par travailleurs et par heure		146,5	2.1.القيمة المضافة حسب العامل و حسب الساعة
2.2 Rémunération salaire/heures ouvrée	180 998	169 317	2.2.علاوة على الأجور/ساعة عمل فعلية
2.3 Rémunération salaires/Valeur ajoutée	28,5%	23,2%	3.2.علاوة على الأجور/ القيمة المضافة
2.4 FBCF/Valeur ajoutée			4.2.تكوين رأس المال الثابت /القيمة المضافة
2.5 Actifs fixes/Production			5.2.الأصول الثابتة / الإنتاج

الجدول 2: نتائج استغلال مؤسسات البناء و الأشغال العامة

Tableau 2 : Résultats d'exploitation des entreprises modernes des BTP

Unités : million d'ouguiya	**2006**	**2007**	**الوحدة: مليون اوقية**
Achats de sous traitance	1 193	2 813	مشتريات بالمقاولة
Charges liées à l'investissement	1 452	1 767	أعباء مرتبطة بالاستثمار
Charges liées à l'activité	1 625	1 508	أعباء مرتبطة بالنشاط
Achats de marchandises	10 344	6 718	شراء بضاعة
Achats de matières et autres approvisionnement	2 619	1 852	شراء معدات و تموينات أخرى
Approvisionnement non stocké	647	1 377	تموين غير مخزن
Variation de stock de marchandises	-892	-73	تغير مخزون البضاعة
Variation de stock de mat. Premières	615	961	تغير مخزون المواد الأولية
Consommation intermédiaires (CI)	**17 604**	**16 923**	**الاستهلاك الوسيط**
Matières premières	**12 963**	**8 570**	**المواد الأولية**
charges et pertes diverses	572	550	الأعباء و الخسائر المختلفة
Frais de personnel	2 725	2 549	نفقات العمال
Impôts et taxes	95	602	الضرائب و الرسوم
Charges financières	1 374	1 391	أعباء مالية
Dotation aux amortissements	2 726	3 846	التموين و الاهتلاك(الاندثار)
Impôt sur le résultat	694	557	الضريبة على النتيجة
Charges d'exploitation	**8 186**	**9 495**	**أعباء الاستغلال**
Charges d'exploitation (hors impôts/résultat)	**7 492**	**8 939**	**أعباء الاستغلال (بدون الضرائب/ النتيجة)**
Total des charges	**25 096**	**25 862**	**مجموع الأعباء**
Chiffre d'affaires (CA)	**27 156**	**27 903**	**رقم الأعمال**
Reprises sur amortissement ou approvisionnement	**57**	**41**	**استعادة على الاهتلاك(الاندثار) و التموين**
Indicateurs de performances du secteur			**مؤشرات كفاءة القطاع**
Total charges/Chiffre d'affaires	92%	93%	الأعباء/رقم الأعمال
Consommations intermédiaires/CA	65%	61%	الاستهلاك الوسيط
Valeur ajoutée (VA)	9 552	10 980	القيمة المضافة
Matières primaires/Conso. Int.	74	51	المواد الأولية/الاستهلاك الوسيط
Excédent brut d'exploitation (EBE)	6 731	7 828	فائض الاستغلال الخام
Salaires/VA	28,5%	23,2%	الأجور/القيمة المضافة
Impôts taxes/VA	1,0%	5,5%	الضرائب و الرسوم/القيمة المضافة
EBE/VA	70,5%	71,3%	فائض الاستغلال الخام/ القيمة المضافة
Résultats d'exploitation	2 060	2 041	نتائج الاستغلال
Résultats net	1 366	1 485	صافي النتائج
Capacité d'autofinancement	4 035	5 290	**قدرة التمويل الذاتي**

الجدول3: الاستثمارات حسب نوع الأصول الثابتة بملاين الأوقية

Tableau 3 : Les investissements selon le type d'immobilisation en Millions d'UM

Unités : millions d'ouguiya	2006	2007	الوحدة ملاين الأوقية
Immobilisations incorporelles	17	36,45	أصول غير مادية
Immobilisations corporelles	7 981	10 964,00	أصول مادية
Terrains	188	100,60	أراضي
Agencement et Aménagement	36	41,88	تسوية و استصلاح أراضي
Construction	1 763	1 557,84	تشيد
Installations Complexes	63	59,93	بناء مركبات مختصة
Matériels d'exploitation	3 481	6 031,95	معدات استغلال
Matériels de transport	1 894	2 446,32	معدات نقل
Matériels de bureau et Informatique	330	398,22	لوازم المكاتب و المعلوماتية
Autres	226	327,26	أخرى
Immobilisations en cours	213	315,75	الأصول الثابتة الجارية
Immobilisations financières	231	212,67	الأصول الثابتة المالية
Dépôts et Cautionnement	158	97,55	ودائع وضمانات
Participations et Titres	18	190,75	مساهمات و أسهم
Total investissement	**8 460**	**11 720**	**مجموع الاستثمار**

الجدول4: توزيع قيمة أنشطة مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة

Tableau 4 : Répartition de la valeur des activités des entreprises du BTP

DESIGNATION	2006	2007	البيان
Production de biens vendus	1 401,78	1 859,06	الإنتاج السلع المباعة
Travaux	22 148,25	22 806,35	الأعمال
Etudes	22,53	30,10	الدراسات
Prestations de services	2 707,62	2 800,53	إسداء خدمات
Production des activités annexes	39,50	59,61	إرادات النشطات الثانوية
Productions stockées ou déstockées	146,43	44,92	الإنتاج المخزون و السحب من المخزون
Production de l'entreprise pour elle même	80,54	21,95	إنتاج المؤسسة لنفسها
Produits et profits divers	160,07	52,05	أرادات وأرباح مختلفة
Produits financiers	308,08	118,39	إرادات مالية
Reprise sur amortissements ou provisions	56,86	40,78	استعادة على الاندثار أو التقديرات
Autres prestations de service	80,47	111,67	إسداء خدمات أخرى
Total	**27 152,13**	**27 945,41**	**مجموع**

الجدول5: توزيع أعباء مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة
Tableau 5 : Répartition des charges des entreprises dans le secteur du BTP

	2006	2007	
TOTAL CI	**17912,62**	**17129,11**	**مجموع الاستهلاك الوسيط**
Achats de marchandises	10576,99	6940,57	شراء البضاعة
Variation de stock de marchandises	-842,02	-68,68	تغير مخزون البضاعة
Achats de matières et autres approvis.	2619,05	1851,97	شراء المواد ومئونة أخرى
Variation de stock de mat. Premières	641,36	960,62	تغير مخزون المواد الأولية
Fer	134,39	180,12	الحديد
Bois	40,35	62,26	الخشب
Sable	18,78	30,03	تراب
Gravier	22,9	36,91	اكرافي(حجارة مكسرة)
Brique	58,95	97,94	لبن(ابريك)
Coquillage	21,24	46,63	محار للبناء
Ciment	228,38	336,85	اسمنت
Autres	47,09	56,73	أخرى
Approvisionnement non stocké	646,79	1377,07	تموين غير محزن
Achats de sous traitance	1193,3	2812,68	مشتريات بالمقاولة
Charges liées à l'investissement	1452,11	1747,23	أعباء مرتبطة بالاستثمار
Charges liées à l'activité	1625,04	1507,65	أعباء مرتبطة بالنشاط
Charges d'exploitation	**7825,25**	8991,96	أعباء الاستغلال
Charges et pertes diverses	571,6	550,26	أعباء وخسائر مختلفة
Frais de personnel	2725,58	2556,4	نفقات العمال
Frais de recyclage et de formation	32,72	46,44	نفقات تحسين الخبرة و التكوين
Impôts et taxes	395,44	602,28	الضرائب و الرسوم
Charges financières	1373,96	1390,72	أعباء مالية
Dotation aux amortissements	2725,95	3845,86	التموين و الاندثار
Impôt sur le résultat	694,98	558,55	**الضريبة على النتيجة**

الجدول6: توزيع العمالة الدائمة حسب النوع و المؤهلات (فئاتهم المهنية)
Tableau 6 : Répartition des effectifs permanents par sexe et qualification

	Masculin	Féminin	Total	
Cadres administratifs	257	26	**283**	الأطر الإداريون
Techniciens et ingénieurs	194	3	**197**	الفنيون و المهندسون
Agents de maîtrise	509	41	**550**	الوكلاء المهرة
Ouvriers qualifiés	819	2	**821**	عمال مؤهلون
Secrétaire et chauffeurs	330	49	**379**	عمال السكرتير يا و السائقون
Plantons et gardiens	223	7	**230**	حاجب وحارس
Autres	75	8	**83**	عمالة أخرى
Total Général	**2 407**	**136**	**2 543**	**المجموع العام**

الجدول7: توزيع العمالة الدائمة حسب النوع والمؤهلات(فئاتهم المهنية)
Tableau 7 : Répartition des effectifs permanent selon le sexe, la qualification

	وطنيون Nationaux		أجانب Etrangers		
	ذكور Masculin	اناث Féminin	ذكور Masculin	اناث Féminin	
Cadres administratifs	245	26	12	0	الأطر الإداريون
Techniciens et ingénieurs	168	3	26	0	الفنيون و المهندسون
Agents de maîtrise	502	41	7	0	الوكلاء المهرة
Ouvriers qualifiés	785	2	34	0	عمال مؤهلون
Secrétaire et chauffeurs	327	49	3	0	عمال السكرتير يةو السائقون
Plantons et gardiens	223	7	0	0	حاجب وحارس
Autres	75	8	0	0	عمالة أخرى
Total Général	**2 325**	**136**	**82**	**0**	**المجموع العام**

الجدول8: توزيع العمالة الدائمة حسب المستوى الدراسي و النوع
Tableau 8 : Répartition des effectifs (permanents) selon le niveau d'instruction et le sexe

	ذكور Masculin	اناث Féminin	مجموع Total	
Supérieur	385	30	**415**	عالي
Secondaire et technique	673	76	**749**	ثانوي و فني
Primaire	788	20	**808**	أساسي
Mahadra / école coranique	199	7	**206**	مخطرة/ مدرسة قرآنية
Sans niveau	362	3	**365**	بدون مستوى
Total Général	2407	136	**2 543**	**المجموع العام**

الجدول8: توزيع العمالة المؤقتة حسب و النوع المؤهل(الفئة المهنية)
Tableau 9 : Répartition des effectifs temporaire par sexe et qualification

	ذكور Masculin	اناث Féminin	مجموع Total	
Cadres administratifs	17	4	**21**	الأطر الإداريون
Techniciens et ingénieurs	40	2	**42**	الفنيون و المهندسون
Agents de maîtrise	80	2	**82**	الوكلاء المهرة
Ouvriers qualifiés	1546	13	**1559**	عمال مؤهلون
Secrétaire et chauffeurs	83	0	**83**	عمال السكرتير يةو السائقون
Plantons et gardiens	132	5	**137**	حاجب وحارس
Autres	511	0	**511**	عمالة أخرى
Total Général	**2409**	**26**	**2435**	**المجموع العام**

الجدول10: الأجر الشهري، متوسط ساعات العمل لليوم ومتوسط أيام العمل الشهرية للعمال حسب مؤهلاتهم(فئاتهم المهنية).

Tableau 10 : Salaire mensuelle, heures moyennes par jours et jours par mois du personnel selon leurs qualifications

	الأجر الشهري للأجراء الدائمين Salaire Mensuelle (salariés permanents)	الأجر الشهري للإجراء المؤقتين Salaire Mensuelles (salariés temporaires)	متوسط ساعات العمل/يوم Moyenne d'heures de travail/jour	متوسط أيام العمل/شهر moyenne des jours de travail/mois	
Cadres administratifs	141 842	73 700	8	23	الأطر الإداريون
Techniciens et ingénieurs	137 950	91 063	8	23	الفنيون و المهندسون
Agents de maîtrise	80 747	68 813	8	23	الوكلاء المهرة
Ouvriers qualifiés	59 054	51 147	8	23	عمال مؤهلون
Secrétaire et chauffeurs	43 376	44 467	8	23	عمال السكرتير يا و السائقين
Plantons et gardiens	31 142	30 632	10	24	حاجب"فراش" وحارس
Autres	32 201	35 222	8	23	عمالة أخرى
Total Général	526 311	395 042	59	162	**المجموع العام**

10. Questionnaire du recensement

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
Honneur – Fraternité – Justice

الجمهورية الإسلامية الموريتانية
شرف-إخاء-عدل

OFFICE NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ONS

المكتب الوطني للإحصاء

QUESTIONNAIRE : RECENSEMENT DES ENTREPRISES MODERNES DU SECTEUR DES BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS (BTP)

استمارة: إحصاء المؤسسات العصرية للبناء و الأشغال العامة

Observation : ***Conformément aux dispositions de la Loi 2005-017 du 27 janvier 2005 relative à la statistique publique, les informations recueillies dans le cadre de cette enquête sont confidentielles et ne peuvent, en aucun cas, être utilisées à des fins de contrôle fiscal ou de répressions économiques.***

ملاحظة: *طبقا لترتيبات القانون 2005-017، بتاريخ 27 يناير 2005 المتعلق بالإحصاء العمومي ،فان البيانات المجمعة في إطار هذا المسح سرية ولا يمكن بأي حال من الأحوال أن تستخدم لغرض الرقابة الجبائية أو الاقتصادية.*

Nom et téléphone de l'enquêteur : |_____| **الاسم الكامل للعداد و رقم هاتفه:**
Nom et téléphone du contrôleur: |_____| **الاسم الكامل للمراقب و رقم هاتفه:**

N° Identifiant : |___|___|___| **ديقلا مقر :**
Code de la Wilaya : |___|___| **رمز الولاية :**
Code de la Moughataa : |___| **رمز المقاطعة :**

Novembre ***2008*** ***نوفمبر***

CADRE A : IDENTIFICATION ET LOCALISATION

الإطار(ا) : تعريف المؤسسة وتحديد موقعها

1. Nom et /ou raison Sociale de l'entreprise _____ **1. الاسم أو الهدف الاجتماعي للمؤسسة**

2. Sigle ou enseigne _____ **2. الاسم المختصر أو الشعار التجاري**

3. Numéro du registre du commerce _____ **3. رقم السجل التجاري**

4. Complément d'adresse _____ **4. عنوان إضافي**

5. Boîte postale |__|__|__|__|__| **5. صندوق البريد**

6. Téléphone |__|__|__|__|__|__|__| / |__|__|__|__|__|__|__| **6. الهاتف**

7. Adresse e-mail _____ **7. البريد الالكتروني**

CADRE B : ACTIVITE

الإطار(ب): نشاط المؤسسة

1. Quelle est l'activité principale de votre entreprise ? _____ **1. ما هو النشاط الرئيسي لمؤسستكم؟**

Nomenclature de l'activité (**NAEMA**) | | | | | **رمز النشاط (في المصنفة)**

2. Votre entreprise a-t-elle une activité secondaire ? ☐ **2. هل لمؤسستكم نشاط ثانوي؟**

1. Oui — 1. نعم
2. Non >>>>>>> Question 4 — 2 . لا <<<<<< السؤال 4

3. Si Oui, quelle est cette activité ? _____ **3. إذا كان الجواب نعم ما هو هذا النشاط ؟**

Nomenclature de l'activité (**NAEMA**) | | | | | **رمز النشاط (في المصنفة)**

4. L'entreprise possède-t-elle d'autres établissements en dehors de celui-là ? ☐ **4. هل لدى المؤسسة منشآت أخرى غير هذه ؟**

1. Oui — 1. نعم
2. Non — 2 . لا

4.1. Si **Oui,** où sont-ils implantés ? **.1.4** إذا كان الجواب **نعم** أين توجد؟

Localité / Ville التواجد/المدينة	Code Wilaya رمز الولاية	Activité النشاط	Code d'activité رمز النشاط
	|____|____|		/___/___/___/___/
	|____|____|		/___/___/___/___/
	|____|____|		/___/___/___/___/
	|____|____|		/___/___/___/___/

CADRE C : CARACTERISTIQUE DE L'ENTREPRISE

الاطار(ج): خصائص المؤسسة

1. Quelle est la date de démarrage des activités de votre entreprise ? \|__\|__\| \|__\|__\| \|__\|__\|__\|__\| **.1 ما هو تاريخ بدء أنشطة مؤسستكم ؟**

2. Quelle est la forme juridique de votre entreprise ? _____ **.2 ما هو الشكل القانوني لمؤسستكم ؟**

\|___\|

Type Entreprise	Code رمز	نوع المؤسسة
Entreprise individuelle	1	مؤسسة فردية
Société à responsabilité limitée	2	مؤسسة ذات مسؤولية محدودة
Société anonyme	3	مؤسسة مغفلة الاسم
Société d'économie mixte	4	مؤسسة ذات اقتصاد مختلط
Société publique	5	مؤسسة وطنية
Autres (à préciser)	6	مؤسسات أخرى (تحدد)

3. Quel est la répartition du capital social de votre entreprise en % ? **.3** ما هو توزيع رأس المال الاجتماعي لمؤسستكم بالنسبة المئوية (%)؟

1. Public \|___\|___\|___\| , \|___\|___\| .1 عمومي
2. Privé national \|___\|___\|___\| , \|___\|___\| .2 خصوصيون وطنيون
3. Privé étranger \|___\|___\|___\| , \|___\|___\| .3 خصوصيون أجانب

CADRE D : EMPLOI ET SALAIRES

الإطار(د):التشغيل و الأجور

1. Quel est l'effectif de votre personnel permanent au 31/12/2007 ?

1. كم كان عدد أجراء مؤسستكم الدائمين في 2007/12/31 ؟

2. Quelle est la répartition de cet effectif permanent selon la qualification, la nationalité et le sexe au 31/12/2007 ?

2. ما هو توزيع أجراء مؤسستكم الدائمين حسب المؤهلات و الجنسية و الجنس في 2007/12/31 ؟

الرمز في المصنفة حسب الفئة (يسجل من طرف:م.و..ا)	المؤهلات	Nationaux وطنيون		Etrangers أجانب	
Code des catégories (à remplir par l'ONS)	**Qualifications**	**Hommes رجال**	**Femmes نساء**	**meHoms رجال**	**Femmes نساء**
/___/___/___/___/___/	أطر إداريين Cadres administratifs	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	مهندسون و فنيون Techniciens et ingénieurs	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	وكلاء مهرة Agents de maîtrise	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	عمال مؤهلون Ouvriers qualifiés	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	عمال السكرتير يا و السائقون Secrétaires et chauffeurs	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	حاجب و حراس Plantons et gardiens	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	أخرى تحدد _____ Autres à préciser _____	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|

3. Quelle est la répartition de cet effectif permanent selon le niveau d'instruction au 31/12/2007 ?

3. كم كان عدد أجراء مؤسستكم الدائمين حسب مؤهلاتهم و مستوى تعليمهم في 2007/12/31 ؟

الرمز مصنفة مستوى التعليم (يسجل من طرف:م.و..ا)	المستوى التعليمي	Nationaux وطنيون		Etrangers أجانب	
Code niveau d'instruction (à remplir par l'ONS)	**Niveau d'instruction**	**Hommes رجال**	**Femmes نساء**	**Hommes رجال**	**Femmes نساء**
/___/___/___/___/___/	مستوي عالي Niveau supérieur	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	مستوى ثانوي و فني Niveau secondaire et technique	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	مستوى ابتدائي Niveau primaire	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	المحاظر / المدارس القرآنية Mahadra / Ecole Coranique	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	بدون مستوى Sans niveau d'instruction	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|

4. Quel est le salaire moyen du personnel permanent selon leurs qualifications au 31/12/2007 ?

4. كم هو معدل متوسط أجور عمالكم الدائمين حسب مؤهلاتهم في 2007/12/31 ؟

الرمز في المصنفة حسب الفئة (يسجل من طرف:م.و..ا) **Code des catégories (à remplir par l'ONS)**	**Qualifications** المؤهلات	**Salaires mensuel moyens en ouguiya** **معدل الأجور الشهري بـ الأوقـ ية**
/___/___/___/___/___/	أطر إداريين Cadres administratifs	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	مهندسون و فنيون Techniciens et ingénieurs	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	وكلاء مهرة Agents de maîtrise	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	عمال مؤهلون Ouvriers qualifiés	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	عمال السكرتير يةو السائقون Secrétaires et chauffeurs	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	حاجب و حراس Plantons et gardiens	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	أخرى تحدد _____ Autres à préciser _____	|___|___|___|___|___|___|___|

5. Quel est l'effectif de votre personnel temporaire au 31/12/2007 ?

5. كم كان عدد أجراء مؤسستكم المؤقتين في 2007/12/31 ؟ \|___\|___\|___\|___\|___\|

6. Quelle est la répartition de cet effectif temporaire selon la qualification, la nationalité et le sexe au 31/12/2007 ?

6. ما هو توزيع أجراء مؤسستكم المؤقتين حسب المؤهلات و الجنسية و الجنس في 2007/12/31 ؟

الرمز في المصنفة حسب الفئة (يسجل من طرف:م.و..ا) **Code des catégories (à remplir par l'ONS)**	المؤهلات **Qualifications**	وطنيون **Nationaux** **Hommes** رجال	**Femmes** نساء	أجانب **Etrangers** **Hommes** رجال	**Femmes** نساء
/___/___/___/___/___/	أطر إداريين Cadres administratifs	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	مهندسون و فنيون Techniciens et ingénieurs	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	وكلاء مهرة Agents de maîtrise	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	عمال مؤهلون Ouvriers qualifiés	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	عمال السكرتير يةو السائقون Secrétaires et chauffeurs	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	حاجب و حراس Plantons et gardiens	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	عامل باليومية و القطعة Journaliers et tacherons	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|	|___|___|___|___|

7. Quel est le salaire moyen du personnel temporaire selon leurs qualifications au 31/12/2007 ?

7. كم هو معدل متوسط أجور عمالكم المؤقتين حسب مؤهلاتهم في 2007/12/31 ؟

الرمز في المصنفة حسب الفئة (يسجل من طرف:م.و..ا) **Code des catégories (à remplir par l'ONS)**	**Qualifications** المؤهلات	**Salaires mensuel moyens en ouguiya** معدل الأجور الشهري بـ الأوقـ ية
/___/___/___/___/___/	أطر إداريين Cadres administratifs	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	مهندسون و فنيون Techniciens et ingénieurs	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	وكلاء مهرة Agents de maîtrise	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	عمال مؤهلون Ouvriers qualifiés	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	عمال السكرتير يةو السائقون Secrétaires et chauffeurs	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	حاجب و حراس Plantons et gardiens	|___|___|___|___|___|___|___|
/___/___/___/___/___/	أخرى تحدد _____ Autres à préciser _____	|___|___|___|___|___|___|___|

8. Quel est le nombre moyen d'heures de travail par jour et le nombre de jours de travail par mois selon la qualification ?

8. كم هو متوسط عدد سعات العمل في اليوم و عدد أيام العمل في الشهر حسب المؤهلات ؟

الرمز في المصنفة(يسجل من طرف:م.و..ا) **Code des catégories (à remplir par l'ONS)**	المؤهلات **Qualifications**	عدد ساعات العمل في اليوم **Nombre d'heures de travail par jour**	عدد أيام العمل في الشهر **Nombre de jours de travail par mois**
/___/___/___/___/___/	أطر إداريين Cadres administratifs	|____|____|	|____|____|
/___/___/___/___/___/	مهندسون و فنيون Techniciens et ingénieurs	|____|____|	|____|____|
/___/___/___/___/___/	وكلاء مهرة Agents de maîtrise	|____|____|	|____|____|
/___/___/___/___/___/	عمال مؤهلون Ouvriers qualifiés	|____|____|	|____|____|
/___/___/___/___/___/	عمال السكرتير يةو السائقون Secrétaires et chauffeurs	|____|____|	|____|____|
/___/___/___/___/___/	حاجب و حراس Plantons et gardiens	|____|____|	|____|____|
/___/___/___/___/___/	أخرى تحدد _____ Autres à préciser _____	|____|____|	|____|____|

CADRE E : CHARGES

Unité en million d'ouguiya

الاطار (هـ): الأعباء

الأوقية بالملايين الوحدة

Code	Désignation	Années 2006	Années 2007	البيان	الرمز
	Total consommation intermédiaire	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	**مجموع الاستهلاك الوسيط**	
600	Achat de marchandises	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	مشتريات البضائع	**600**
6030	Variation des stocks des marchandises	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	تغيير مخزونات البضائع	**6030**
601	Achats de matières et autres approvisionnements	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	شراء المواد الأولية و تموينات أخرى	**601**
6031	Variation des stocks de matières premières	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	التغير في مخزون المواد الأولية	**6031**
60311	- Fer	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	- حديد	**60311**
60312	- Bois	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	- خشب	**60312**
60313	- Sable	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	- تراب	**60313**
60314	- Gravier	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	- اكرافي(حجارة مكسرة)	**60314**
60315	- Brique	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	- لبن(ابريك)	**60315**
60316	- Coquillage	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	- محار للبناء	**60316**
60317	- Ciment	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	- اسمنت	**60317**
60318	- Autres	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	- أخرى	**60318**
606	Achats d'approvisionnements non stocké	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	شراء التموينات غير المخزنة	**606**
61	Achats de sous-traitance	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	مشتريات بالمقاولة	**61**
62	Charges externes liées à l'investissement	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	أعباء خارجية مرتبطة بالاستثمار	**62**
63	Charges externes liées à l'activité	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	أعباء خارجية مرتبطة بالنشاط	**63**
	Charges d'exploitation	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	**أعباء الاستغلال**	
64	Charges et pertes diverses	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	أعباء و خسائر مختلفة	**64**
65	Frais de personnel	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	نفقات العمال	**65**
652	Frais de recyclage et de formation	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	نفقات إعادة التأهيل و التكوين	**652**
66	Impôts et taxes	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	ضرائب ورسوم	**66**
67	Charges financières	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	أعباء مالية	**67**
68	Dotations aux amortissements et provisionnement	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	الاهتلاك و المئونة	**68**
86	**Impôts sur le résultat**	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__|__| , |__|__|	**الضريبة على النتيجة**	**86**

CADRE F : TRAVAUX ET SERVICES REALISES

الإطار(و) :الأعمال و الخدمات المنجزة

1. Quel a été votre chiffre d'affaires en million d'ouguiya 31/12/2007 ? |__|__|__|__|__| , |__|__|

1. كم كان رقم أعمالكم بملايين الأوقية في 2007/12/31؟

2. Quel a été la valeur en million d'ouguiya de vos activités ?

2. كم كانت قيمة الأنشطة بملايين بالأوقية ؟

Code	Désignation	Années السنوات		تسمية	الرمز
		2006	2007		
7010	Production de biens vendus	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	الإنتاج والسلع المباعة	7010
7012	Travaux	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	الأعمال	7012
7015	Etudes	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	الدراسات	7015
7017	Prestations de services	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	إسداء الخدمات	7017
706	Production des activités annexes	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	إرادات النشاطات الثانوية	706
71	Productions stockées ou déstockées	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	الإنتاج المخزون والسحب من المخزون	71
72	Production de l'entreprise pour elle même	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	إنتاج المؤسسة لنفسها	72
74	Produits et profits divers	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	إرادات و أرباح	74
77	Produits financiers	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	إرادات مالية	77
78	Reprise sur amortissements ou provisions	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	استعادت على الاهتلاك (الاندثار) أو التقديرات	78
	Autres prestations de service	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	إسداء خدمات أخرى	

CADRE G : INVESTISSEMENTS

الإطار(ز):الاستثمارات

1. Quel est le montant des acquisitions de l'entreprise en million d'ouguiya ?

1. ما هو مبلغ مكتسبات المؤسسة بملايين الأوقية؟

Code	Immobilisations	Années 2006	Années 2007	أصول ثابتة	الرمز
20	Immobilisation incorporelles	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	أصول غير مادية ثابتة	20
201	-Frais et valeurs incorporelles	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- مصاريف وقيم غير ملموسة	201
21	Immobilisation corporelles	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	أصول ثابتة مادية	21
210	-Terrains	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- أراضي	210
211	-Agencement et aménagement	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- تسوية واستصلاح أراضي	211
212	-Construction	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- بناء	212
213	-Installation complexes	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- بناء مركبات مختصة	213
214	-Matériels d'exploitation	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- معدات استغلال	214
215	-Matériels de transport	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- معدات نقل	215
216	-Matériels de bureau et informatique	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- لوازم المكاتب والمعلوماتية	216
218	-Autres	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- أخرى	218
23	Immobilisations en cours	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	الأصول الثابتة الجارية	23
26	Immobilisations financières	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	أصول ثابتة مالية	26
265	-Dépôts et cautionnements	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- ودائع وضمانات	265
27	-Participations et titres	|__|__|__|__|__| , |__|__|	|__|__|__|__|__| , |__|__|	- مساهمات واسهم	27

2. Est-ce que votre entreprise est admise au code dérogatoire des | |

1. Oui
2. Non

2. هل مؤسستكم معتمدة في المدونة الاستثنائية للاستثمارات ؟

1.نعم
2.لا

3. Quelle est votre perception du code des investissements en Mauritanie ? |_____|

1. Incitatif
2. Non incitatif

3. كيف ترون المدونة الاستثمارية في موريتانيا ؟

1. مشجعة
2.غير مشجعة

4. Quelle a été la répartition de vos investissements en 2007 selon la source de financement en pourcentage (%) ?

1. Fonds propres |____|____|____| , |____|____|
2. Fonds publics |____|____|____| , |____|____|
3. Emprunt local |____|____|____| , |____|____|
4. Emprunt étranger |____|____|____| , |____|____|
5. Aides, dons et subventions |____|____|____| , |____|____|

4.ما هو توزيع استثماراتكم لسنة 2007 حسب المصادر المالية بالنسبة المئوية (%) ؟

1.أموال خاصة
2.أموال عمومية
3.قروض محلية
4.قروض خارجية
5.معونات، هبات و إعانات

CADRE H : OPINIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE

الإطار(ح):آراء رؤساء المؤسسات

1. Par quel moyen êtes vous informé sur les marchés ? |_____|

1- Annonce dans la presse
2- Internet
4- Autres à préciser _____

1. بأي وسيلة اطلعتم على المناقصة؟

1.إعلان في الصحف
2.الإنترنت
4.أخرى تحدد _____

2. Vous estimez-vous convenablement informé sur : Oui : 1 نعم: Non : 2 لا:

1. Votre marché |_____|
2. Vos concurrents |_____|
4. Les nouvelles technologies de votre secteur |_____|
8. Le marché extérieur |_____|
16. La réglementation relative à votre activité |_____|

|_____|_____|

2. هل تعتبرون أنكم مطلعون بصفة جيدة على ؟

1. سوقكم
2. منافسيكم
4. التكنولوجيات الحديثة في قطاعكم
8. السوق الخارجية
16. القوانين المتعلقة بقطاعكم

3. Votre entreprise éprouve-t-elle des difficultés de recrutement sur le marché local ? |_____|

1. Oui
2. Non >>>>>> Question 5

3.هل تواجه مؤسستكم مصاعب في اكتتاب العمال على مستوى السوق المحلية ؟

1.نعم
2.لا <<<<<< السؤال 5

4. Si Oui, pourquoi ? |_____|

1. Manque de personnel qualifié
2. Salaires élevés
3. les deux
4. Autres à préciser _____

4. إذا كان الجواب نعم، لماذا ؟

1. نقص في العمال المؤهلين
2. أجور مرتفعة
3. الاثنين معا
4. أخرى تحدد_____

5. Face au développement rapide des nouvelles technologies et à l'avancement de la mondialisation, disposez- vous d'un plan de formation ou de recyclage de votre personnel ? |_____|

1. Oui, >>>>>> Question 7
2. Non

5. في مواجهة النمو المتسارع للتكنولوجيا الحديثة و اتساع العولمة، هل وضعتم خطة لتكوين أو إعادة تأهيل عمالكم ؟

1.نعم <<<<<< السؤال 7
2.لا

6. Si Non, pourquoi ? ..... 6. إذا كان الجواب لا ، لماذا ؟

7. Votre entreprise consacre-t-elle des moyens financiers importants à la formation ou au recyclage de son personnel ? |_____| 7. هل تخصص مؤسستكم موارد مالية هامة لتكوين أو إعادة تأهيل عمالها ؟

1. Oui — 1. نعم
2. Non — 2. لا

8. Pour financer vos activités, votre entreprise a–t-elle des difficultés à accéder aux crédits bancaires ? |_____| 8. هل تواجه مؤسستكم مصاعب في الحصول على القروض المصرفية لتمويل أنشطها ؟

1. Oui — 1. نعم
2. Non >>>>>> Question 10 — 2. لا <<<<<<السؤال 10

9. Si, Oui, quel est le principal obstacle ? Oui : 1 نعم: Non : 2 لا: 9. إذا كان الجواب نعم، ما هي أهم المصاعب ؟

1. Coût élevé du crédit |____| — 1.تكاليف القرض باهظة
2. Niveau faible du crédit |____| — 2.مستوى ضعيف للقرض
4. Manque de garantie |____| — 4.نقص في الضمانة
8. Délai de remboursement trop court |____| — 8.مدة تسديد القرض قصيرة جدا
16. Formalités administratives |____| — 16.الإجراءات الإدارية
32. Autres _____ |____| — 32.أخرى _____
|__|__|

10. Quelle est la répartition en pourcentage (du chiffre d'affaires 2007) selon la nature des travaux réalisés ? 10. ما هو التوزيع بالنسب المئوية (من رقم الأعمال 2007) حسب طبيعة أعمالكم المنجزة ؟

1. Routes |__|__|__| , |__|__| % — 1. الطرق
2. Bâtiment pour usage habitat |__|__|__| , |__|__| % — 2. منازل لغرض السكن
3. Ponts |__|__|__| , |__|__| % — 3. الجسور
4. Aéroport |__|__|__| , |__|__| % — 4. المطارات
5. Autres à Préciser _____ |__|__|__| , |__|__| % — 5. أخرى تحدد _____

11. Selon vous, la réglementation dans le domaine de la passation des marchés souffre de : Oui : 1 نعم: Non : 2 لا: 11. حسب رأيكم، تعاني القوانين في مجال تسليم الأشغال من

1. Multiplicité des donneurs d'ordre |____| — 1. تعدد مصدري القرارات
2. De maître d'œuvre délégué |____| — 2. رب عمل مفوض
4. Inorganisation du secteur |____| — 4. عدم تنظيم القطاع
8. Autres (à préciser)_____ |____| — 8. أخرى (تحدد) _____
|__|__|

12. Existe-t-il des obstacles liés aux décaissements lors de l'exécution d'un marché ? |_____| 12. هل توجد معوقات مرتبطة بالسحب عند تنفيذ الأشغال؟

1. Oui — 1. نعم
2. Non >>>>>> Fin du Questionnaire — 2. لا <<<<<< انتهاء الاستمارة

13. Si oui, s'ont-ils souvent liés aux : |_____| 13. إذا كان الجواب نعم، هل هي عادة مرتبطة بـ:

1. marché public — 1. السوق العمومية
2. marché privé — 2. السوق الخصوصية

11. Nomenclature des activités de BTP

45.10	**Travaux de préparation des sites**	Travaux de démolition et de terrassement	Comprend aussi les travaux de préparation de sites miniers.
		Travaux de forages et de sondages	Ne comprend ni le forage de puits d'eau (45.22.3), ni les forages pour l'extraction d'hydrocarbures (11.20.0).
45.21	**Travaux de construction de bâtiments**	Travaux de construction de logements	
		Travaux de construction d'autres bâtiments complets ou de gros-œuvre	Comprend le montage d'échafaudages, les travaux courants de maçonnerie, les travaux sur toitures (charpente, couverture, mise en place de gouttières…), ainsi que les travaux d'étanchéification.
		Travaux spécialisés de construction de bâtiments	
45.22	**Travaux de génie civil**	Travaux de construction d'ouvrages d'art et de réseaux	Comprend les travaux de construction de ponts et tunnels, de réseaux et de lignes à grande distance, de réseaux urbains et locaux, d'ouvrages industriels (raffineries…), d'installations sportives, ainsi que les travaux de montage sur chantier d'éléments p
		Travaux de construction de chaussées	revêtement des chaussées, les travaux de construction de voies ferrées, de pistes d'aviation, la marquage des chaussées, ainsi que les travaux de construction de sols sportifs ou récréatifs (terrains de sport, golfs…).
		Autres travaux de génie civil	Comprend notamment les travaux maritimes et fluviaux, la réalisation de fondations spéciales, le forage de puits d'eau, les travaux spéciaux de béton, ainsi que le montage d'ossatures métalliques.
45.30	**Travaux d'installation**	Travaux d'installation électrique	Comprend notamment les travaux d'installation électrique dans les bâtiments, les travaux d'installation de systèmes d'alarme et d'antennes, d'ascenseurs, et de lignes de communication.
			Comprend aussi les travaux d'installation de systèmes d'éclairage publ
		Travaux de plomberie et de climatisation	Comprend notamment les travaux d'installation de distribution d'eau, de gaz, et les travaux d'installation de climatisation.
		Autres travaux d'installation	Comprend notamment les travaux d'isolation, le montage de clôture et de grilles, les travaux d'installation d'enseignes.
45.40	**Travaux de finition**	Travaux de plâtrerie, revêtement des sols et des murs	Concerne aussi bien les revêtements extérieurs qu'intérieurs.
			Comprend aussi l'agencement de lieux de vente.
		Travaux de menuiserie et de vitrerie	
		Travaux de peinture en bâtiment	des bâtiments, ainsi que les travaux de peinture sur ouvrages divers (ossatures métalliques, coques de navires…).
45.50	**Services de location de matériel de construction avec opérateur**	Services de location de matériel de construction avec opérateur	

لائحة المؤسسات العصرية للبناء و الأشغال العامة
LISTE DES ENTREPRISES MODERNES DU SECTEUR DU BTP

	الإسم أو الهدف الإجتماعي NOM OU RAISON SOCIALE	الشعار SIGLE	الولاية WILAYA	المقاطعة MOUGHATAA	النشاط الرئيسي ACTIVITE PRINCIPALE
1.	Mohamed ould cheikh	E F P E	Assaba	Kiffa	Forage des puits
2.	Entreprise Général de construction	E G C T P	Dakhlet Nouadhibou	Nouadhibou	Construction travaux publics
3.	Etablissement Mauritanien de Maçons	EMPT	Dakhlet Nouadhibou	Nouadhibou	Construction bâtiment et entretiens
4.	Entreprise de Génie Civil	ETTM	Hodh Charghi	Nema	Travaux de génie civil
5.	Société d'Entretien et Travaux Publics	S.E.P.T	Inchiri	Akjoujt	Bâtiment et travaux général
6.	Etablissement Général d'Electricité	E.G.E.M.D	Inchiri	Akjoujt	Travaux général et travaux divers
7.	Société Tiris pour les Routes et Tr	ETSTIRIS-SARL	Inchiri	Akjoujt	Bâtiment et commerce
8.	Ets Essahil	E	Nouakchott	Teyarett	Bâtiment
9.	Chinguitty pour le Bâtiment et Travaux	CBTP	Nouakchott	Teyarett	Bâtiment et travaux publics
10.	Etablissement Mohamed Ould Jouly	E M S O G C I	Nouakchott	Teyarett	Construction des barrages
11.	Société d'Assainissement Travaux Transport	ATTM	Nouakchott	Teyarett	BTP / bâtiment
12.	E M B C TP	VENTE PIECES DETACHEES ET TP	Nouakchott	Ksar	Vente pièces détachées et TP
13.	AZIMA Entreprise de bâtiment et de route	AZIMA	Nouakchott	Ksar	Travaux publique
14.	Entreprise de Construction et de TR	E C T S A R L	Nouakchott	Ksar	Bâtiment et travaux publique
15.	Lemine et Frères		Nouakchott	Ksar	Bâtiment
16.	somstp route mauritanienne de bâtiment TP	SOMESTB	Nouakchott	Ksar	Bâtiment
17.	Entreprise Route et Bâtiment	ERB	Nouakchott	Ksar	Construction route et bâtiment
18.	Ets ridoine	ER	Nouakchott	Ksar	Travaux génie civil
19.	Emvs sarl	EMVS SARL	Nouakchott	Ksar	Bâtiment
20.	Société d'Aménagement de Construction	SAMCO TP	Nouakchott	Ksar	Travaux de bâtiment
21.	EGBR TP	EGBRTP	Nouakchott	Ksar	Bâtiment travaux publique
22.	agro Industrie et Equipement	AGRINEQ SA	Nouakchott	Ksar	Constructions
23.	Ets de Bâtiment et Travaux d'Electricité	E B T E	Nouakchott	Ksar	Travaux de bâtiment et d'électricité
24.	Compagnie Mauritanienne d'Equipement	COMEQUIP	Nouakchott	Ksar	Travaux adduction eau
25.	Général de Bâtiment et Travaux Publics	GBTP	Nouakchott	Ksar	Bâtiment et travaux publics
26.	Macoba TP sa	MACOBA TP SA	Nouakchott	Ksar	Bâtiment et travaux publique
27.	Société de construction et des Travaux Publics	SCTP	Nouakchott	Ksar	Construction bâtiment TP
28.	Ecogetras	ECOGETRAS	Nouakchott	Ksar	Bâtiment travaux publics
29.	Entreprise Général de Bâtiment et T	E G B T P	Nouakchott	Ksar	Bâtiment et travaux publique
30.	Groupement Afa Tamega	AFA TAMEGA	Nouakchott	Ksar	Travaux publique
31.	Etablissement National de l'Entretien Routier	ENER	Nouakchott	Ksar	L'entretien Routier
32.	Société routes establishment	SORER SN	Nouakchott	Tevragh zeina	Routes et bâtiments BTP

لائحة المؤسسات العصرية للبناء و الأشغال العامة
LISTE DES ENTREPRISES MODERNES DU SECTEUR DU BTP

	الإسم أو الهدف الإجتماعي NOM OU RAISON SOCIALE	الشعار SIGLE	الولاية WILAYA	المقاطعة MOUGHATAA	النشاط الرئيسي ACTIVITE PRINCIPALE
33.	Architecture TP.et aménagement	ATPA	Nouakchott	Tevragh zeina	Bâtiment génie civil
34.	Génie services	NOADHUBOU	Nouakchott	Tevragh zeina	Génie civil électricité
35.	Ets Souleimane Ould Choumad	ETS SOC	Nouakchott	Tevragh zeina	Construction papeterie
36.	Société Général des routes Bâtiment	SOGER-BTR	Nouakchott	Tevragh zeina	travaux public
37.	Ets Limam frères	ELIF	Nouakchott	Tevragh zeina	bâtiment
38.	Entreprise de bâtiment routes et de commerce	BAROUC	Nouakchott	Tevragh zeina	Construction de bâtiment
39.	Ets Mohamden Ould Choumad	EMC	Nouakchott	Tevragh zeina	Bâtiment
40.	Génie civil construction bâtiment	GECOBA TP	Nouakchott	Tevragh zeina	Génie civil bâtiments
41.	Général des travaux hydrolipan	G.T.H	Nouakchott	Tevragh zeina	Forages eau
42.	Mce. sa travaux de construction	MCE	Nouakchott	Tevragh zeina	Construction
43.	Smam_ctd construction travaux divers	SMAM.CTD	Nouakchott	Tevragh zeina	Bâtiment travaux publique
44.	Générale des eaux et de l`Energie	GDEE	Nouakchott	Tevragh zeina	Electicikl.ean
45.	Imar sa		Nouakchott	Tevragh zeina	Promotion immobilière
46.	Razel		Nouakchott	Tevragh zeina	Travaux publics et particuliers
47.	Elma Forage		Nouakchott	Tevragh zeina	Forage eau
48.	Socogim	SOCOGIM	Nouakchott	Tevragh zeina	Construction et gestion immobilière
49.	Gie actif	GIE ACTIF	Nouakchott	Tevragh zeina	Travaux publice.aep
50.	Ets baba Guèye et fies		Nouakchott	Tevragh zeina	Bâtiment
51.	Alioune et compagnie	ACOM	Nouakchott	Toujounine	Construction bâtiment
52.	Ets Ahmed Ould Mohamed Sghair		Nouakchott	Toujounine	Construction des bâtiments gouvernementaux
53.	Etablissement Mohamed Fadil	EMF TRAVAUX	Nouakchott	Toujounine	Travaux du génie civil
54.	Société Chinoise Travaux de Ports Et Chaussé	SNCTPC	Nouakchott	Sebkha	Port et chaussée
55.	Société Mauritanienne d'Industrie BTP	SOMIBA_TB	Nouakchott	El mina	bâtiment travaux public
56.	Entreprise de bâtiment travaux et routes	E.B.T.R	Nouakchott	El mina	Bâtiment et travaux publics
57.	Travaux routière de Mauritanie	TRM SA	Nouakchott	El mina	Bâtiment travaux publique
58.	Snb TP	SNB TP	Nouakchott	Arafat	Travaux génie civil
59.	Etablissement Chamekh Ould Ahmed construction	C.E.A	Nouakchott	Arafat	Construction de bâtiment gouverne
60.	Société d'architecture bâtiment	A B C R	Nouakchott	Arafat	Bâtiment
61.	Ets Md Mahfoudh Elhacen		Nouakchott	Arafat	Construction et génie civil
62.	Entreprise Maghreb services BTP	EMS.BTP	Nouakchott	Ryadh	Bâtiment travaux publique
63.	Etr Sidaty Bounenna	ESB TP	Nouakchott	Ryadh	Construction
64.	Socogier.btp	SOCOGIER BTP	Nouakchott	Ryadh	Travaux publique

11 .مصنفة نشاطات البناء و الأشغال العامة

45.10	أشغال تهيئة المواقع	أعمال هدم وتهيئة	تشمل كذلك تهيئة المواقع المنجمية
		أعمال حفر وتنقيب	لا تشمل آبار الماء(45.22.3) و لا آبار استخراج البترول(11.20.0)
45.21	أعمال تشيد المباني	أعمال تشييد مباني	
		أعمال تشييد أخرى لمباني كاملة و إنشاءات كبرى	بناء معالم، أعمال بناء جارية، أعمال السقوف(تقوية السطوح، تغطية، وضع الدعامات،...)، بالإضافة إلى أعمال الإحكام ومنع التسرب.
		أعمال متخصصة لتشييد المباني	
45.22	أعمال الهندسة المدنية	أعمال تشييد إنشاءات تتعلق بالفنون والشبكات	تشمل تشيد الجسور وحفر الأنفاق ، شبكات الخطوط ذات المسافات الكبيرة ، الشبكات الحضرية و المحلية ، المنشاءات الصناعية(المصافي...)، المركبات الرياضية بالإضافة إلى التركيب في إطار الو رشات.
		أعمال تشييد حواجز	تحديث الحوجز، بناء السكك، مدارج الطائرات، وضع علامات الأرصفة، وتشييد الأرضيات الرياضية و مركبات الراحة(ملاعب رياضية ، ملاعب الكلف).
		أعمال هندسة مدنية أخرى	تشمل أعمال بحرية، ونهرية، إنشاء أساسات متخصصة،آبار المياه، أعمال متخصصة من الاسمنت المسلح،بالإضافة إلى تركيب هياكل من الحديد.
45.30	أعمال تركيب	أعمال تركيب كهربائية	تشمل تركيب متعلق بالكهرباء في المباني، أنظمة الإنذار والمصاعد الكهربائية وخطوط الاتصال .
			تشمل كذلك تركيب أنظمة الإنارة العمومية.
		أعمال تتعلق بالرصاصة والتبريد	تشمل شابكات توزيع الماء والغاز وأعمال تركيب المكيفات الهوائية.
		أعمال تركيب أخرى	تشمل أعمال الحواجز، أعمال حدقة ،تركيب ، شبابيك حديد ، تركيب إشارات الإرشاد،
45.40	أعمال تتعلق بالمراحل الأخيرة	أعمال الجبس، تحديث الأرضية والجدران	تشمل التحديث(الترميم) الداخلي و الخارجي.
			وتشمل كذلك ترتيب وتنظيم أماكن البيع والعرض.
		أعمال نجارة وأعمال الزجاج	
		أعمال طلاء المباني	المباني، بالإضافة إلى أعمال الطلاء المختلفة(الهياكل الحديدة، هياكل البواخر،...).
45.50	خدمات تأجير معدات البناء مع المستخدمين	خدمات تأجير معدات البناء مع المستخدمين	

10.الاستمارة

9. الملاحق

بالنسبة لمساهمة الضريبة العمومية يمثل مبلغ الضرائب والرسوم المدفوعة من طرف مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة حوالي 1% من العائدات الضريبية المسجلة و 3,5 %من مبالغ الضرائب على الأرباح، الضريبة الأدنى الجزافية و الضرائب غير التجارية لسنة 2007.

8. خلاصة

يشمل إحصاء مؤسسات البناء و الأشغال العامة العصرية جميع مؤسسات القطاع المعرفة فعلياو معرفة قانونا ولديها محاسبة تبين مجموع التدفقات المالية خلال السنة ولديها ميزانية سنوية تظهر خصومها و أصولها لبداية الفترة و نهايتها. مكن الإحصاء الوطني لقطاع مؤسسات البناء و الأشغال العامة في موريتانيا المنفذ في الفترة من دجمبر 2008 بفبراير2009 من تعريف وتحديد و إحصاء 64 مؤسسة عصرية، هي مؤسسات في معظمها مملوكة بنسبة100 %من طرف خواص وطنيين وقلة قليلة مملوكة بنسبة 100 %من طرف أجانب.

وبصورة إجمالية حققت هذه المؤسسات رقم أعمال يصل إلى 27.9 مليار اوقية سنة 2007، بزيادة طفيفة عن ما تم انجازه سنة 2006. أما التوزيع حسب مستوى رقم الأعمال، فيظهر اختلافا بينا في حجم رقم أعمال مؤسسات القطاع إذ ويتراوح بين أكثر من 6 مليار اوقية إلى اقل من 500 ألف اوقية.

يشغل هذا القطاع ما يناهز 4978 أجيرا مصرحا به، منهم 51% أجيرا دائما، وأغلبية الأجراء المصرح بهم من طرف المؤسسات هم من الرجال قليلي الخبرة، أي أن الفنيين و المهندسين المتخصصين و الوكلاء المهرة يمثلون اقل من 30 %من مجموع العمالة الدائمة، يتشكل معظم الأجراء الدائمين في القطاع غالبا من يد عاملة ماهرة و عمالة دعم (حاجب"فراش"، حراس، سائق، عامل سكريتيريا) وهذه الفئة الأخيرة تمثل 23,9 %من مجموع العمالة الدائمة.

إن التحليل حسب المستوى المعرفي للعمالة الدائمة اظهر أن 16,3 % من العمال المصرح بهم قد وصلوا إلى مستوى عال و أن 29,5 % لديهم مستوى ثانوي أو فني يؤهل القطاع من ضمان الحصول على مستوى من مهارات. وفي المقابل توجد فيئه من الإجراء 14,4 % ليس لديها مستوى دراسيا.

وصل حجم الأجور المدفوعة من طرف مؤسسات قطاع البناء و الإشغال العامة لإجراء القطاع سنة 2007 إلى حوالي 4 % من العلاوات و الأجور التي دفعت الإدارة العمومية للموظفين خلال نفس السنة. وقد مكن تحليل مستوى الأجور حسب الكفاءة من استخلاص أن متوسط الأجور الشهرية، للإجراء الدائمين، للأطر الإداريين في قطاع البناء و الأشغال العامة أعلا من الأجور المتوسطة الشهرية التي يقدم القطاع العام. وموازاة لهذا يتقاضى الفنيون و المهندسون في مجال البناء و الأشغال العامة راتبا شهريا متوسطا يبلغ 137.950 اوقية وهي وضعية مريحة مقارنة بالوظيفة العمومية إلا انها عكس ذلك مقارنة بنفس الفئة على مستوى الشركة الوطنية للصناعة و المناجم.

كما أظهرت البيانات التي تم جمعها خلال عملية الإحصاء أن مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العمة العصرية حققت مكاسب هامة وذلك أساسا من خلا تجديد معدات الاستغلال و شراء أو تجديد معدات النقل وتشيد المباني. وتم تمويل جل هذه الاستثمارات بأموال خصوصية ذاتية بفضل قدرة التمويل الذاتية الجيدة التي وفرتها مؤسسات القطاع خلال السنتين والتي وصلت إلى 4.8 مليار اوقية أي ما يزيد (52%) من مجموع التمويلات الثابتة المنجزة 2007.

وحسب نتائج الإحصاء الوطني لمؤسسات البناء و الأشغال العامة العصرية وصلت القيمة المضافة لقطاع العصري للبناء و الأشغال العامة المقدرة بصورة مباشرة إلى10980 مليون اوقية، أي بزيادة اسمية وصلت إلى 14,98% مقارنة بسنة 2006 وهذه القيمة اقل بكثير من تقديرات المحاسبة الوطنية.

ومن اجل لاطلاع على مختلف الصفقات الممنوحة صرحت معظم المؤسسات أنها استخدمت الصحافة الوطنية وبدرجة اقل الشبكة الدولية للمعلومات كوسيلة للفوز بصفقات البناء و الأشغال العامة، وعلى العكس أعرب عدد كبير من المؤسسات أنها حصلت على المعلومات المتعلقة بوجود الصفقات عبر قنوات أخرى للاتصال وبشكل خاص العلاقات الشخصية والمهنية(صفقات التراضي).

في إطار منح الصفقات يعتقد المقاولون أن النظم الموريتانية تعاني بشكل رئيسي من تعدد مصدري القرارات(الهيئات المكلفة بمتابعة تنفيذ الصفقات)، دم تنظيم الفاعلين في القطاع و تأثير رب العمل المفوض، وهو ما لا يخلو من سلبيات تقلل من جودة الأعمال المنجزة.

7.الصعوبات التي تم التعرض لها

على الرغم من الحملة التحسيسية التي شاركت فيها الاتحادية الوطنية لقطاع البناء والأشغال العامة؛ الاتحادية الوطنية لأرباب العمل الموريتانيين؛ إدارة منشاءات النقل(وزارة التجهيز النقل)؛ إدارة البناء (وزارة المياه والاستصلاح الترابي والإسكان)؛ الوكالة الموريتانية لتنفيذ الأشغال ذات النفع العام للتشغيل، فقد واجهت عملية إحصاء مؤسسات البناء و الأشغال العامة العصرية مشاكل جمة. لقد مكن استغلال الوثائق الإدارية الموجودة من المساهم في إعداد لائحة محينة لمؤسسات القطاع تضم أكثر من مائة وخمسين (150) مؤسسة.

تجدر الأشرة إلى أن ما يزيد بقليل على النصف من هذا العدد هو الذي أمكن التعرف عليه ميدانيا و بشكل فعلي، أما اغلب هذه المؤسسات فيوجد بالاسم فقط أي انه في وضعية غير مصنفة. لقد استمر العمل الميداني أكثر مما كان متوقعا نظرا للعديد من المشاكل:

- صعوبة تحديد مواقع المؤسسات، فالمؤسسات العصرية يصعب التعرف عليها(غياب لافتات التعريف، غياب العناوين)،
- لا توجد إرادة للتعاون لدى رؤساء هذه المؤسسات نظرا لغياب الثقافة الإحصائية في موريتانيا، فعدد كبير من رؤساء المؤسسات ليس لديهم مستوي تعليمي وبالتالي لا يمكنهم معرفة أهمية البيانات التي يتم جمعها،
- امتناع بعض المؤسسات نهائيا عن الإجابة على الاستمارة، رغم تنفيذها لصفقات كبيرة، بلاضافة إلى أن العديد من المؤسسات لا يعير أي اهتمام لاستمارة الإحصاء وبالتالي يرفض الإجابة عليها،
- عدد كبير من المؤسسات التي نفذت صفقات عمومية كبيرة خلال السنوات الأخيرة ليس لديها مقرات اجتماعية أو عناوين مادية، مما يجعل التعرف عليها أمرا بالغ الصعوبة.
- بعض المؤسسات يغير الاسم دون تغيير النشاط أو المالك، هذه الوضعية تطرح إشكالية أخرى محاسبية ،
- الجهل بوجود قانون يجبر الوحدات الطبيعية أو المعنوية بالتعاون بشكل كامل مع المكتب الوطني للإحصاء رغم الحمل التحسيسية التي سبقت العملية.

إن مجموع العراقيل و الصعوبات التي وردت آنفا تأثر بشكل أساسي على البيانات التي تم جمعها خلال هذه العملية.

بالنسبة لمساهمة الضريبة العامة وصل مبلغ الضرائب والرسوم المدفوعة من طرف مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة العصرية إلى 1159 مليون اوقية وهو ما يمثل حوالي 1 %من العائدات الضريبية المسجلة و3,5 %من مجموع الضرائب على الأرباح، الضريبة الأدنى الجزافية و الضرائب غير التجارية سنة 2007. وتتكون الضرائب المدفوعة من قبل مؤسسات القطاع من 55,6 % من الضرائب والرسوم و 44,4 % من ضرائب على الناتج ، وعموما تمثل هذه العائدات نسبة 5,5 %من القيمة المضافة للقطاع.

6. الدروس المستخلصة

يحتل نشاط مؤسسات قطاع البناء والأشغال العامة مكانة هامة في تنمية الاقتصاد الموريتاني حيث يتوفر على مقومات حقيقة تحفيزية للمنافسة لجميع القطاعات الاقتصادية. وقد تعزز حجم قطاع البناء و الأشغال العامة بشكل كبير في تكوين الناتج الداخلي الخام خلال السنوات الأخيرة معوضا نقص مساهمة الصناعة التحويلية

مكن إحصاء قطاع مؤسسات البناء و الأشغال العامة من حصر 64 مؤسسة عصرية، يمكن تحديد موقعها ماديا و لديها محاسبة مكتوبة تتبع معايير المخطط المحاسبة الموريتاني.إن معظم هذه المؤسسات مملوك لخواص موريتانيين وقلة قليلة مملوكة من طرف أجانب.

لقد أعرب معظم المقاولين المستجوبين خلال هذه العملية عن وجود صعوبات متعلقة باكتتاب بالعمالة الماهرة(المهندسين، الوكلاء المهرة وعمالة أخرى متخصصة) من السوق المحلية نظرا لانعدام العمالة الماهرة و المتخصصة في القطاع على المستوى الوطني وهذه الندرة يصاحبها غلاء في الأجور. وبشكل متناقض لا تتوفر مؤسسات القطاع على خطة للتكوين ولا تخصص إلا القليل من الوسائل لتحسين الخبرة في مواجهة التنمية المتسارعة للتقنيات الحديثة و توسع العولمة.

وبصورة إجمالية، اقل من نصف المؤسسات المحصية معتمد في المدونة الاستثنائية للاستثمارات الموريتانية، وحسب رأي اغلب المقاولين العاملين في القطاع يرى أن المدونة الاستثنائية للاستثمارات الموريتانية غير مشجعة.

تحتل المؤسسات الأجنبية مكانة لا ستهان بها في السوق المحلية للبناء و الأشغال العامة. فالعديد من الصفقات العمومية مثل تشيد مباني العمومية البني التحتية الأرضية الأخرى (طرق، مطارات أو موانئي) تسلمتها مؤسسات أجنبية بقيمة وصلت إلى أكثر من 3 مليارات اوقية من حجم رقم أعمالها سنة 2007.

يرى معظم رؤساء المؤسسات المستجوبين خلال الإحصاء أن هناك صعوبات للولوج إلى القروض المصرفية لتمويل نشاطاتهم، بسبب التكلفة المرتفعة لمعدل الفائدة و المصاريف الأخرى التي عليهم أداؤها، كما أعرب معظم هؤلاء كذلك عن مواجهتهم لصعوبات لدى تنفيذهم للصفقات العمومية تتعلق في الأساس بعدم تسديد أقساط هذه الصفقات.

عموما تعتبر مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة أنها مضطلعة بما فيه الكفاية على الصفقات التي يتم منحها. أما بخصوص التقنيات الحديثة في القطاع فان قلة فقط من هذه المؤسسات هي التي تعتقد انها على مطلعة على هذه التقنيات. و وموازاة لهذا فان المقاولين ذكروا بأنهم غير مطلعين بما فيه الكفاية لا على منافسيهم في السوق الخارجية و لا على النظم المتعلقة بنشاط البناء و الأشغال العامة وهي وضعية تحد بطبيعة الحال من قدرتهم على التنافس محليا و شبه إقليميا.

حسب رأي رؤساء المؤسسات المستجوبين خلال الإحصاء فان اغلب المقاولين يجد صعوبات جمة للولوج للقروض المصرفية، أي أن نسبة 89,6 %من رؤساء هذه المؤسسات أكدوا أنهم واجهتهم صعوبات للحصول على القروض المصرفية وبصورة رئيسية تعود هذه الصعوبات إلى التكاليف المرتفعة لمعدل الفائدة على القروض والتكاليف الأخرى التي عليهم أداؤها، وعلى العكس فان مبلغ القرض وآجال التسديد لا تشكل عائقا كبيرا لدى القائمين على المؤسسات في قطاع البناء و الأشغال العامة، ولتنفيذ صفقاتهم فان 84% من هذه المؤسسات عبرت عن صعوبات مرتبطة بصورة أساسية بسحب الأقساط المستحقة على الدولة من الصفقات العمومية.

5.5. مساهمة القطاع في الاقتصاد الوطني

بالنسبة لقطاع البناء و الأشغال العامة تميز المحاسبة الوطنية بين نوعين من المؤسسات: مؤسسات مصنفة(مؤسسات لها عنوان واضح ومحاسبة مكتوبة) و مؤسسات غير مصنفة.

فيما يخص الوحدات المصنفة (معرفة وتمتلك محاسبة) تقوم المحاسبة الوطنية بتقدير القيمة المضافة للوحدات الإنتاجية من خلال الميزانية السنوية وحساب الاستغلال للمؤسسات عن طريق الحسابات المباشرة (الفرق بين الإنتاج و الاستهلاك الوسيط).

أما الجزء الخاص بالوحدات الغير مصنفة (الوحدات التي لا تتوفر على محاسبة مكتوبة أو/ و عنوان)، فإن المحاسبة الوطنية تقوم بتقديرات للقيمة المضافة للمؤسسات الغير مصنفة مستخدمة متغيرا تقريبيا (توفر مادة الاسمنت). وفي هذه الحالة يتم تقدير التكوين الخام لرأس المال الثابت للأسر(المؤسسات الفردية)المتعلقة ببناء المساكن. أن الطريقة التقديرية التي تعتمدها المحاسبة الوطنية ترى أن هذه الوحدات تساهم بنسبة 34 %من القيمة المضافة الإجمالية للقطاع.

إن القيمة التراكمية للطريقتين تمكن من تقييم القيمة المضافة الإجمالية لقطاع البناء و الأشغال العامة حيث قدرت هذه القيمة المضافة سنة 2007 بحوالي49 مليار اوقية سنة2007. يستخدم المؤشر الموحد لأسعار استهلاك مواد البناء كمؤشر لأسعار القطاع.

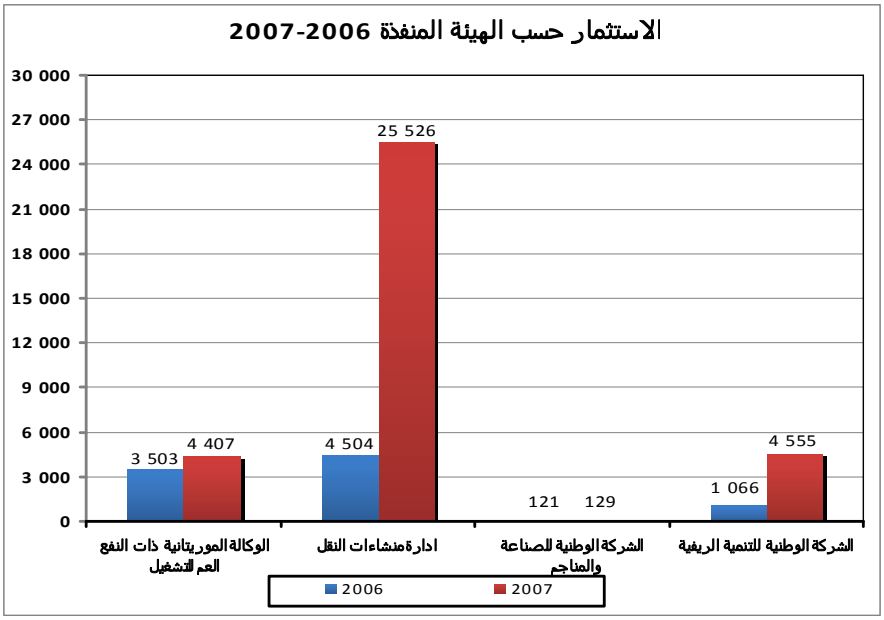
أما بخصوص الوحدات الغير مصنفة فان نشاطها لا يمكن أخذه بعين الاعتبار في أطار هذا الإحصاء، على الرغم من مساهمتها المعتبرة في تكوين الناتج الداخلي الخام، لان اخذ هذه الوحدات الإنتاجية في الاعتبار يتطلب منهجية خاصة نظرا لخصوصيتها.

تبين نتائج الإحصاء الوطني لمؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة العصرية إن القيمة المضافة للقطاع قدرت بـــ 10980 مليون اوقية، محققة زيادة اسمية وصلت إلى 14,98 %مقارنة بسنة 2006. هذه القيمة المضافة المقدرة بصورة مباشرة لا تعني إلا المؤسسات العصرية لقطاع البناء و الأشغال العامة المعرفة فعليا ولديها وثائق محاسبية تظهر التدفقات المالية والميزانية السنوية للأصول و الخصوم في بداية الفترة ونهايتها من خلال حساب الاستغلال المدعم. وهذه القيمة المضافة جاءت اقل بكثير من التقديرات التي تقوم بها المحاسبة الوطنية، فالمحاسبة الوطنية قدرت القيمة المضافة لقطاع مؤسسات البناء و الأشغال العامة سنة 2006 بمبلغ 33 مليار اوقية منها 47,3 % مرتبطة بأشغال تهيئة مواقع أو هندسة مدنية وتشيد مباني. أن القيمة المضافة هذه هي ناتج حسابات مباشر مأخوذة من ميزانية المؤسسات المصرح بها وتقديرات لتلك غير المصرح بها والتي تمثل أزيد من 10 % من هذه القيمة.

- كما قامت الشركة الوطنية للتنمية الريفية، المتخصصة في مجال استصلاح الأراضي الزراعية، بتشييد حاجز يربط بين بوغي وامبويو بقيمة 1.07 مليار اوقية وأنجزت أشغال فك عزلة في مقامة بقيمة 711 مليون اوقية وإعادة تأهيل مساحات مروية صغيرة في لبراكنة بقيمة 1.09 مليار اوقية. بالإضافة إلى هذه الأشغال الكبرى، نفذت الشركة الوطنية للتنمية الريفية أشغالا أخرى اقل كلفة، وقدمت استشارات وأجرت مراقبة في مجال الاستصلاح. مع العلم أن اغلب الأشغال التي تم الإشراف عليها سنة 2007 هي أعمال تتعلق بالهندسة المدنية بنسبة تزيد على 91 %.

- أما الوكالة الموريتانية لتنفيذ الأشغال ذات النفع العام للتشغيل، التي هي أهم الوكالات التي تنفذ الأشغال ذات النفع العام، فلم تنفذ سنة 2007 من الاستثمارات إلا مبلغ 4.4 مليار اوقية، جلها موجه لأشغال الهندسة المدنية (ا)- إعادة تأهيل وتوسعة الملعب البلدي بانواذيبو(تعشيب،إضاءة واستصلاح خارجي) و بناء مجمع رياضي في كيهيدي بتكلفة تراكمية وصلت إلى 736.5 مليون اوقية (**ب**)- بناء طرق حضرية في انواذيبو وتجكجة بمبلغ 570 مليون اوقية، وبشكل إجمالي مثلت أشغال الهندسة المدنية نسبة48 % بينما مثل تشييد المباني 43 %من حجم الاستثمارات المنجزة سنة 2007.

- وصل حجم الاستثمار المنفذ من طرف الشركة الوطنية للمناجم مبلغ 128.8 مليون اوقية سنة 2007. جل هذا المبلغ كان من نصيب تشييد المباني (62,7%) وأشغال تتعلق بالاعمال النهائية (24,4%) في انواذيبو و ازويرات.



تظهر البيانات التي جمعت على مستوى المؤسسات العصرية في قطاع البناء و الأشغال العامة أن الاستثمارات المنجزة سنة 2007 وصل حجمها إلى 11.7 مليار اوقية موزعة أساسا على النحو التالي:تجديد معدات الاستغلال 51,5 % ، شراء أو تجديد معدات النقل (21%)،تشيد مباني13.3%. وقد تم تمويل معظم هذه الاستثمارات (93,5%)من طرف الخواص بفضل القدرة الذاتية الجيدة لتمويل، وهي قدرة وفرتها مؤسسات القطاع خلال سنتي (2006و2007) و بنسبة قليلة من طرف الدولة (3,2%)أو الادخار المحلية (3,3%).

مقارنة بالسنة المنصرمة، فقد زادت هذه الاستثمارات بأكثر من 38,5 % سنة 2007 نظرا لزيادة المكتسبات المتعلقة بالمساهمات و الأسهم. وعلى العكس انخفضت الموجودات المالية الثابتة بنسبة8 % كنتيجة لعمليات السحب المنفذة على الضرائب و الرهن. طبقا لنتائج الإحصاء تعتبر مؤسسات البناء و الأشغال العامة العصرية في وضعية مالية جيدة. ويبرهن على هذا القدرة المالية البالغة 4.8 مليار اوقية التي تمثل 52 %من تمويلات الأصول الثابتة المنجزة 2007.

78 % (البنك الإفريقي للتنمية، الصندوق الخاص لنيجيريا"**أنشئ سنة 1976 باتفاق بين الصندوق الإفريقي للتنمية والحكومة النيجرية"** ،الصندوق العربي للتنمية وصندوق الدول المصدر للبترول). وتم كذلك بناء طريق ثانية تربط بين كيهدي- امبوت- سيليبابي- كوري، هذه الطريق ممولة بالكامل من طرف الاتحاد الأوربي بمبلغ وصل إلى أزيد من 7 مليارات اوقية.

- في مجال التنمية الحضرية خصصت الميزانية المدعمة للاستثمارات سنة 2007 مبلغ 12.2 مليار اوقية لجلب المياه الصالحة للشرب خاصة في إطار(افطوط- الساحلي).

- استوعب قطاع التنمية الريفية وضمن إطار إعادة التأهيل، استصلاح الأراضي الزراعية المروية أو السدود نسبة 6,6 % من إجمالي الميزانية المدعمة للاستثمارات المنفذة سنة 2007.

ولإكمال هذه العملية التي يراد لها أن تلم بقطاع صعب مثل قطاع البناء والأشغال العامة في موريتانيا لم يتم التركيز فقط على تصريحات مؤسسات القطاع العصرية، بل تم تجميع معلومات أخرى تكميلية من أهم الوكالات المنفذة المتدخل في الميدان، ويتعلق الأمر :

- ✓ الوكالة الموريتانية لتنفيذ الأشغال ذات النفع العام للتشغيل،إدارة مشاءات النقل بوزارة التجهيز والنقل؛
- ✓ الشركة الوطنية للصناعة و المعادن،
- ✓ الشركة الوطنية للتنمية الريفية.

وحسب المعلومات التي وفرت من طرف الهيئات الرئيسية العاملة في قطاع البناء و الأشغال العامة، بلغ حجم الاستثمار التراكمي المنجز من طرف هذه الهيئات الأربع الرئيسية سنة 2007 مبلغ 34.6 مليار اوقية ، أي انه ناهز الضعف مقارنة بالسنة 2006. واهم هذه الاستثمارات نفذت بشكل أساسي من طرف إدارة منشاءات النقل بوزارة التجهيز و الشركة الوطنية للتنمية الريفية.

أما حسب نوع النشاط، فان إجمالي مبلغ الاستثمارات المحقق سنة 2007 من طرف هذه الهيئات المنفذة فقد وجه بشكل رئيسي إلى أشغال الهندسة المدنية 90,9 % وتشييد المباني6,5 %. ومن حيث التوزيع على الوكالات المنفذة فان جل الاستثمارات أنجزت من طرف إدارة البنى التحتية الأرضية 73,4% وبنسبة قليلة من طرف الشركة الوطنية للتنمية الريفية13%.

- قامت إدارة البنى التحتية الأرضية المكلفة بتنفيذ ومتابعة الاستثمارات في مجال البنى التحتية الطرقية، الموانئ و المطارات بتنفيذ أشغال معتبرة سنة 2007 تتعلق بفك العزلة والتحديث عبر، بناء طريق كيهيدي-امبوت-سيليبابي-كوري بمبلغ 22 مليار اوقية و إعادة تأهيل المطار الجهوي بسيليبابي بمبلغ 2.6 مليار اوقية. إجمالا أكثر من 98 %من الأشغال المنفذ سنة 2007 من طرف إدارة منشاءات النقل تتعلق بأشغال الهندسة المدنية.

المؤسسات لكل الأشخاص الطبيعيين أو المعنويين الراغبين في الاستثمار طبقا للنظم المعمول بها في الدولة. لا يضع قانون الاستثمار أية عقبة للحد من حرية الاستثمار سواء تعلق الأمر بالمؤسسات الموريتانية أو الأجنبية. فهو يتوجه إلى كافة المستثمرين مهما كانت جنسياتهم، إقامتهم، شكلهم القانوني، حجم أو قيمة استثماراتهم.

تظهر نتائج الإحصاء أن المعتمد في المدونة الموريتاني الاستثنائية للاستثمار من مجموع المؤسسات التي تم إحصاؤها هو 39,3% فقط. و حسب رأي اغلب المستثمرين في القطاع أي نسبة 88,7%، ترى أن المدونة الموريتانية الاستثنائية للاستثمار غير مشجعة.

تحتل المؤسسات الأجنبية مكانة لا يستهان بها في السوق المحلية للبناء و الأشغال العامة وتتجسد هذه المكانة في منح صفقات عمومية مثل تشييد مباني عمومية و بنى تحتية أرضية (طرق، مطارات أو موانئ) لمؤسسات أجنبية برقم أعمال تجاوز 3 مليارات اوقية سنة 2007.

لا تدخل المؤسسات المحلية في تنافس مع المؤسسات العالمية نظرا لصغر حجمها، لكنها أحيانا تشارك في عروض الصفقات السوق الدولية معتمدة في ذلك على طريقة التنفيذ بالمقاولة.

أن قطاع البناء و الأشغال العامة عكس ما يمكن أن يفهم من اسمه فهو يهتم – بالإضافة إلى تشيد المباني الصناعية والتجارية، البنى الطرقية، الموانئ أو المطارات – بشق القنوات، بناء الحواجز والسدود و استصلاح الأراضي. وهو بهذا يحتل مكانة مرموقة في تنمية الاقتصاد الموريتاني ويعمل على تحفيز القدرة التنافسية لسلع القطاعات..

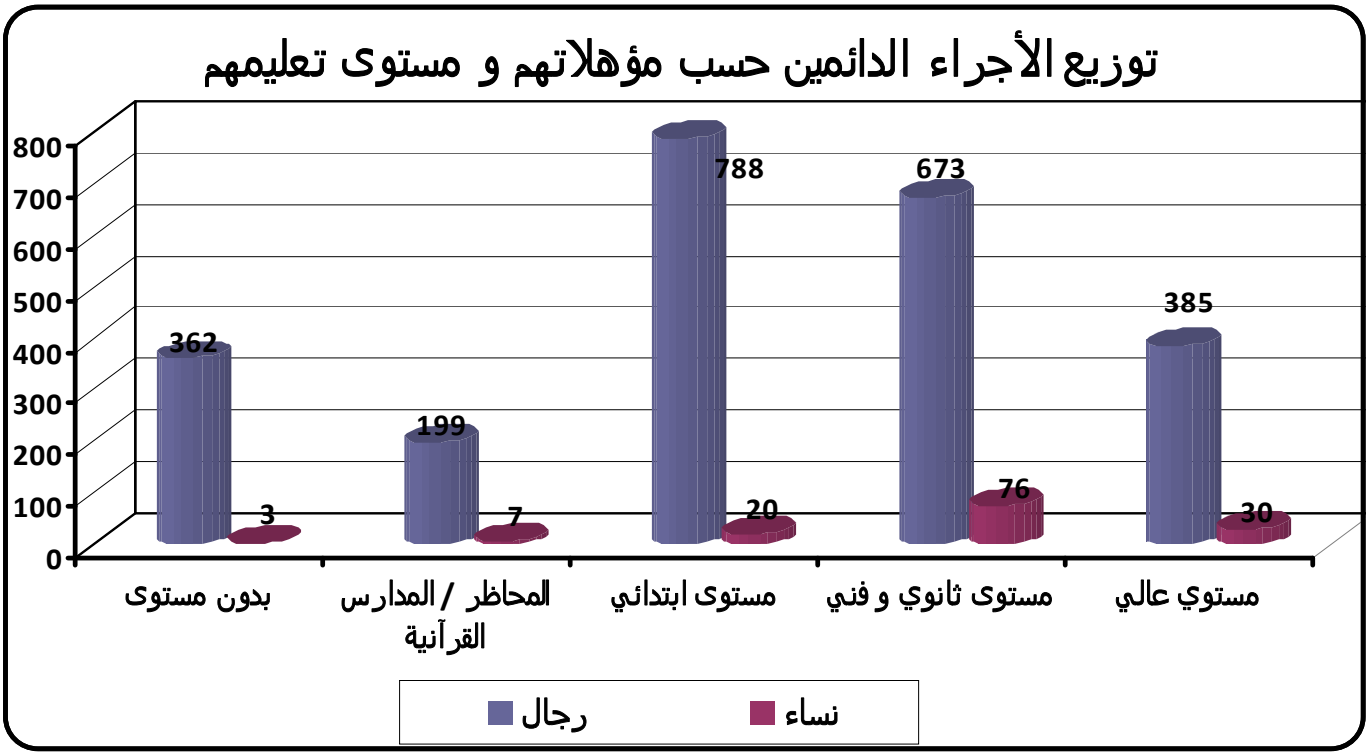
اظهر استغلال الميزانية المدعمة للاستثمار لسنة 2007 أن معدل التنفيذ الإجمالي وصل إلى 82 %من المبلغ المبرمج 92,3 مليار اوقية لكافة القطاعات العمومية، وهذا المبلغ تم تمويله بنسبة 57,7 %من مصادر خارجية.

وحسب قطاع النشاط تم صرف حوالي 41.7 مليار اوقية على نشاطات ذات صلة بقطاع البناء و الأشغال العامة (البنى المرتبطة بالنقل ، تشييد المباني أو استصلاح الأراضي الزراعية). بين التحليل المفصل للميزانية المدعمة أن نسبة 54.6% من الاستثمارات قد استخدمت في إطار أعمال التهيئة، تشييد أو إعادة تأهيل مباني عمومية و جلب المياه الصالحة للشرب لكافة القطاعات الاقتصادية الوطنية. كما يظهر من الاستثمار العمومي أن الإرادة السياسة ركزت على توسعة و تحديث وتحسين البنى المرتبطة بالنقل و المباني العمومية و السكنية.

أما من حيث مجال التدخل فان معظم الميزانية المدعمة للاستثمارات فقد خصصت للإصلاح الترابي، إذ استحوذ على أكثر من 48 %من الميزانية المدعمة للاستثمارات المنفذة سنة 2007. وفي هذا المجال تم توجيه القروض للبنى المرتبط بالنقل، وبشكل أساسي للبني الطرقية(37,3%)، المطارات(4,2%) و الموانئ(0.8%).

وتبدى التوقعات المتوسطة الأجل للقطاع تفاؤلا لمستوى الاستثمار:

- يشكل القطاع الفرعي لبنى الطرقية، السكك و الموانئ واحدة من أهم الركائز الأساسية لتنمية نقل السلع و الأشخاص. وعليه فإنه في إطار تدعيم شبكة الطرق فان الاستثمار المنفذ سنة 2007 لبناء طريق بوغي–امبيكنيك وصل إلى أزيد من 2 مليار اوقية و بشكل رئيسي بتمويل من الخارج بنسبة



3.5. الأجور

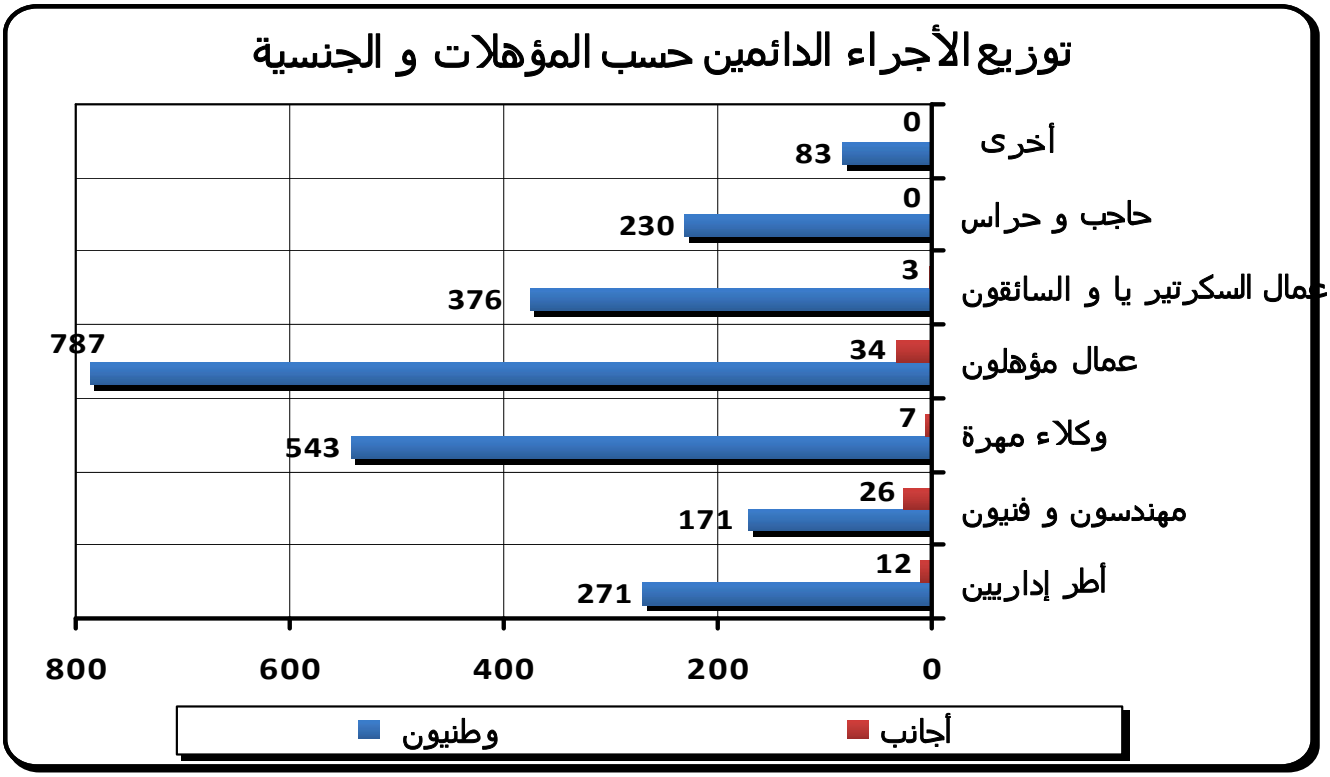
وصلت الأجور المدفوعة من طرف مؤسسات قطاع البناء و الإشغال العامة سنة 2007 إلى 2556 مليون اوقية ، وهذا المبلغ يمثل تقريبا 4% من العلاوات و الأجور التي دفعتها الإدارة العمومية للموظفين خلال نفس السنة.

مكن تحليل مستوى الأجور حسب الكفاءات من استخلاص انه بالنسبة لأجور الدائمة فان الرواتب الشهرية المتوسطة للأطر الإداريين في قطاع البناء و الأشغال العامة تظل أعلا من مستوى الأجور المتوسطة في الوظيفة العمومية. لذا فان مبلغا شهريا متوسطا قدره 141.842 اوقية، أي الأجر المتوسط الشهري للأطر الإداريين في قطاع البناء و الأشغال العامة يزيد بنسبة 50 % على الأجر المتوسط الشهري للفئة(ا1) في الوظيفة العمومية.

موازاة لهذا يتقاضي الفنيون و المهندسون في مجال البناء و الأشغال العامة مرتبا شهريا متوسطا قدره 137.950 اوقية، وإذا كانت هذه وضعية مريحة مقارنة بالوظيفة العمومية، فهي عكس ذلك إذا قورنت بالظروف نفس الفئة على مستوى الشركة الوطنية للصناعة و المناجم.

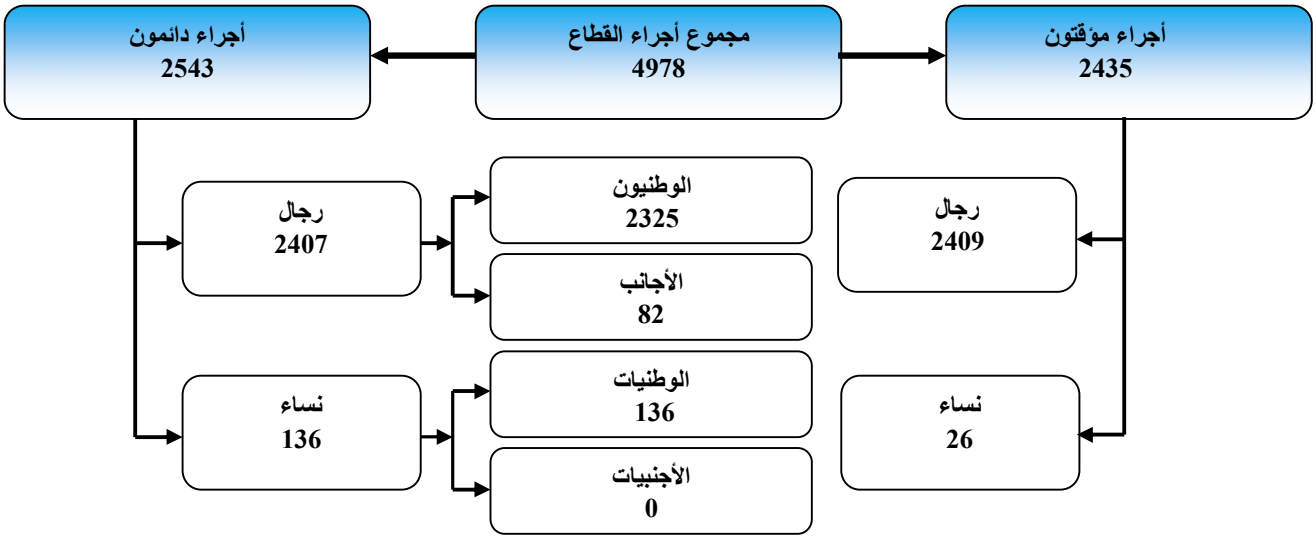
4.5. الاستثمارات

عرف الإطار القانوني و التنظيمي الموريتاني إصلاحات هيكلية استجابة لخصخصة وتحرير الاقتصاد التي اعتمدت في السنوات الأخيرة وتمشيا مع هذا المبدأ يضمن قانون الاستثمار الموريتاني حرية إنشاء



بين إحصاء المؤسسات العصرية بقطاع البناء و الأشغال العامة كذلك أن هناك حوالي 2435 وظيفة شغل غير دائمة سنة 2007. ويعني هذا النوع من الوظائف عموما العمال المهرة بنسبة (64,0%) أو عمال بالقطعة و العمال اليوميين (21,0%) من مجموع الوظائف المؤقتة المصرح بها من طرف المؤسسات. وتشمل هذه الوظائف كذلك فئة: سكرتير، حاجب"فراش"، وكيل ماهر، فني و مهندس بالإضافة إلى الأطر الإداريين.

وبخصوص عملية الاكتتاب أعرب أكثر من 80 %من المقاولين الذين تم استجوابهم خلال هذه العملية عن صعوبات مرتبطة باكتتاب العمالة الماهرة (المهندسين، الوكلاء المهرة، وعمالة أخرى ماهرة) من السوق المحلية. وتعود صعوبات الاكتتاب أساسا إلى نقص العمالة الماهرة والمتخصصة في القطاع على المستوى الوطني بالإضافة إلى المطالبة بالأجور العالية التي لا يمكن توفيرها دائما. وعلى الرغم من هذه الصعوبات الحقيقة فان الأمور التي تزيد من حدة هذه الظاهرة هو أن أكثر من 45 %من مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العمومية ليست لديها خطة للتكوين أو تحسين الخبرة لمواجهة النمو السريع للتقنيات الحديثة و توسع العولمة. وبشكل متناقض تخصص مؤسسات القطاع العصري القليل من الوسائل المالية للتكوين و/أو تحسين الخبرة لعمالها، وعليه فقد صرحت نسبة 17 % فقط من المؤسسات المستجوبة بأنها تخصص وسائل معتبرة للتكوين.



وصل عدد الأجراء الدائمين المصرح بهم من طرف المؤسسات سنة 2007 إلى 2543 شخصا، معظمهم رجال 94,7 % ومن حيث تصنيفهم حسب المستويات المعرفية، فان العمالة الدائمة قلية التخصص، ففي سنة 2007 كانت نسبة الفنيين و المهندسين المتخصصين لا تمثل سوى 7,7% و الوكلاء المهرة 21,6% من مجموع العمالة الدائمة . وهكذا مثل مجموع العمالة الماهرة نسبة 29,3 % من العمالة الدائمة. وبصورة عامة يتكون الأجراء الدائمون في هذا القطاع من يد عاملة ماهرة بنسبة (32,3%) ،وشكلت عمالة الدعم (حاجب"فراش"، حراس، سائق،عامل سكرتيريا) نسبة 23,9%من مجموع العمالة الدائمة.

ويلاحظ في المقابل حضور ضعيف للإجراء الدائمين الأجانب على مستوى القطاع أي حوالي 3,2 % من مجموع الأجراء الدائمين. ويعمل هؤلاء الأجانب في الغالب كعمال مهرة بنسبة (41,5%)، الفنيين والمهندسين (31,7%) أو أطر إداريين بنسبة (14,6%).

يظهر التحليل حسب المستوى المعرفي للإجراء الدائمين إن نسبة 16,3 %من هؤلاء الأجراء وصلت إلى مستوى عل و أن نسبة 29,5 % وصلت إلى مستوى ثانوي و فني، يمكن هذه الفئة من الحصول على مستوى معين من المهارة. وفي المقابل هناك مجموعة تصل نسبتها إلى 14,4% من الأجراء الدائمين لم يتلقوا أي تكوين.

طبقا لطبيعة الأعمال فان معظم رقم أعمال مؤسسات قطاع البناء و الأعمال يعود من الأشغال (82%) وإنتاج السلع المباعة التي مثلت ما يقرب من 6,5 % من رقم الأعمال المحقق سنة 2007. موازاة مع أنشطتها الرئيسية تقوم المؤسسات العصر في القطاع بتقديم الخدمات (10%من رقم أعمالها).

وصلت أعباء الاستغلال سنة 2007 إجمالا إلى 25.9 مليار اوقية، محققة زيادة اسمية طفيفة تصل إلى 3,0% مقارنة بالسنة التي سبقتها. تتكون هذه الأعباء أساسا من شراء البضائع 30%، أقساط الاندثار (16%)، الأعباء المرتبطة بالاستثمار والأنشطة(11,2%) و الأعباء المالية (6,3%).

كما وصل الاستهلاك الوسيط إلى مبلغ إجمالي قدره 17 مليار اوقية سنة 2007، شكلت نسبة المواد الأولية منه أزيد من 50%.

إن المشتريات من المواد الأولية التي كانت تمثل ما يناهز 73,6% من الاستهلاك الوسيط سنة 2006 لم تمثل إلا نسبة 50,6% من هذه الأخيرة سنة 2007، يستخلص من هذه الوضعية أن مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة تحسنت قدرتها على التحكم في التسيير الداخلي. لقد انخفضت أعباء الاستغلال الإجمالية بنسبة 2,3% كما انتقل معدل (الاستهلاك الوسيط/رقم الأعمال) من 66% سنة 2006 إلى اقل من 60% سنة 2007، ويجد هذا الانخفاض من مشتريات المواد تفسيره في لجوء المؤسسات شيئا فشيئا إلى إتباع أسلوب التنفيذ بالمقاولة التي تضاعفت حصتها ثلاثة مرات، في نفس الوقت كانت هناك سيطرة كبيرة على شراء المواد. وتجسدت هذه الكفاءة في تحسن صافي فائض استغلالها الخام الذي وصل إلى 7.2 مليار اوقية سنة 2007،أي بزيادة مضطرة من سنة لأخرى بنسبة وصلت إلى 24,6% .

2.5. التشغيل

عموما لا تزال الإحصاءات المتوفرة عن الشغل وبالذات تلك المتوفرة عن التشغيل في القطاع العصري للبناء و الأشغال العامة متواضعة في موريتانيا، ولمعرفة أكثر عن التشغيل في قطاع البناء و الأشغال العامة ستمثل، من الآن فصعدا، نتائج الإحصاء المنفذ 2008 مرجعا أساسيا.

في ظل انعدام أية مصادر أخرى للمعلومات حول التشغيل في القطاع ستمكن نتائج هذا الإحصاء المتعلقة بالتشغيل من معرفة حجم التشغيل في القطاع، خصائص الأشخاص العملين فيه، البنية حسب تخصص العمال، المستوى التعليمي، توزيع اليد العاملة حب الجنس، الفترة المتوسط للعمل و كذلك معرفة الأجور المتوسطة. هذه الإحصاءات ستساهم في الرقي بالحوار الاجتماعي حول الاستراتيجيات والسياسات المتعلقة بالتشغيل في قطاع البناء و الأشغال العمامة في موريتانيا .

أظهرت نتائج الإحصاء الوطني حول مؤسسات البناء و الأشغال العمومية العصرية، المنفذ في الفترة ما بين دجمبر2008 و فبراير2009 أن القطاع العصري للبناء و الأشغال العامة يشغل 4978 أجيرا من بينهم 51 % يعملون بصورة دائمة، و يبين المخطط التالي هذه الوضعية:

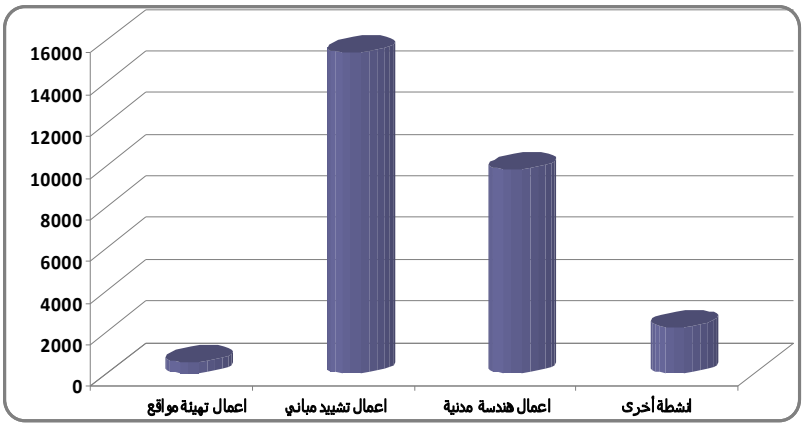
1.5. الخصائص الاقتصادية للمؤسسات

حسب نتائج الإحصاء الوطني للمؤسسات العصرية لقطاع البناء و الأشغال العامة في موريتانيا المنفذ في الفترة من دجبر 2008 وفبراير2009، تم إحصاء 64 مؤسسة عصرية. من حيث التوزيع الجغرافي لأنشطة هذه المؤسسات حددت منها نسبة *90,6 %*على مستوى انواكشوط و *9,4 %* في داخل البلاد.

أما من حيث الشكل القانوني فان توزيع مؤسسات القطاع العصر للبناء و الأشغال العامة، بتاريخ 31 دجمبر 2008 أظهر سيادة للمؤسسات ذات المسؤولية المحدودة(47,6%)،المؤسسات الفردية (27%) و المؤسسات المغفلة الاسم (22,2%) وهناك عدد قليل (2%) فقط منتظم على شكل مؤسسات ذات اقتصاد مختلط. اغلب هذه المؤسسات (92%) يملكه خواص وطنين بنسبة 100% و 4,7 % من هذا العدد مملوك من طرف خواص أجانب بنسبة 100 % .

أحرزت مؤسسات القطاع عموما رقم أعمال إجمالي وصل إلى 27.9 مليار اوقية سنة 2007 محققة زيادة طفيفة (+2,9%) مقارنة بتلك التي حققت سنة2006. أما توزيع هذه المؤسسات من حيث مستوى رقم الأعمال فيبين تفاوتا كبيرا وعليه فان نسبة كبيرة من عدد المؤسسات 50 % حققت رقم أعمال متواضع(اقل من 500 مليون اوقية للمؤسسة الواحدة) و اقل من 5 % من هذا العدد حقق 2007 رقم أعمال يزيد على 1 مليار اوقية بصفة منفردة، وهو ما يوضح التباين الكبير من حيث:

- اقل من 8 %من العدد الإجمالي من المؤسسات حققت أزيد من 58% من رقم أعمال القطاع الاجمالي2007،
- في حين أن أزيد 34% من رقم الأعمال الجمالي للقطاع حققته 22 مؤسسة بالقطاع.
- أكثر من 73 % من العدد الإجمالي للمؤسسات حقق رقم أعمال وصل إلى 1.7 مليار اوقية أي ما يعادل 6 % من رقم أعمال القطاع.



حسب طبيعة النشاط الرئيسي المنجز من طرف المؤسسات، تقوم هذه المؤسسات في الغالب بأعمال تشيد البنايات بنسبة(55%) و أعمال الهندسة المدنية (35%)، في حين ينحصر تخصص عدد قليل منها في أعمال التركيب والأعمال النهائية (6%) كما تهتم نسبة (2%) بأعمال تتعلق بمجال تهيئة المواقع أو تأجير معدات البناء.

انطلاقا من طبيعة النشاط الرئيسي للمؤسسات فان رقم أعمالها يأتي من تشيد المباني المعدة للسكن أو مقرات الإدارة العمومية بنسبة(43,2%)، بناء وصيانة الطرق(14,3%)،بناء وإعادة تأهيل وصيانة المطارات(2,7%) وكذلك بناء الجسور (2,4%). أما نسبة رقم الأعمال العائدة من الأعمال الأخرى مثل دراسات الهندسة المعمارية، الاستشارات، الرقابة وتنفيذ الأشغال بالمقاولة، أعمال التهيئة أو تأجير المعدات فقد وصلت إلى 37,4 % من رقم الأعمال الإجمالي للقطاع سنة 2007.

5. أهم النتائج

لقد نظمت لصالح هذه الهيئات حملة تحسيسية خلال شهر أكتوبر من سنة 2008، في حملة التحسيس و الشرح هذه تم تدارس الاستمارة ومجموع عناصر منهجية الإحصاء مع المصالح القطاعية و الفنية المعنية بغية أخذ ملاحظاتهم واحتياجاتهم بعين الاعتبار في إطار هذه العملية.

كما تم عقد اجتماعات ضمت أعضاء الاتحادية الوطنية للبناء والأشغال العامة، إدارة منشآت النقل و المكتب الوطني للإحصاء وكان الهدف من هذه اللقاءات هو:

I. التذكير بأهداف وأهمية الإحصاء ذي الطابع الوطني،
II. المصادقة على الاستمارة وجميع الوثائق الفنية للإحصاء ،
III. تحديد إستراتيجية عمل مشترك تضمن نجاح العملية ميدانيا.

وعلى ضوء هذا الاجتماع تعهدت الاتحادية الوطنية للبناء والأشغال العامة بتحسيس مختلف مؤسسات القطاع. ولقد ساهمت هذه الحملة بشكل كبير في تسهيل سير العملية و عززت تنفيذ العمل المنجز.

لقد مكن استغلال الوثائق الإدارية المتاحة من إعداد قائمة محينة لمؤسسات قطاع البناء والأشغال العامة بالاعتماد على:

- قائمة مجموع المؤسسات الأعضاء في اتحادية البناء والأشغال العامة، وتشمل 60 مؤسسة عاملة في قطاع البناء و الأشغال العامة وقد مكنت هذه اللائحة من تكملة قائمة مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة التي حصل عليها من تنفيذ الإحصاء الوطني للمؤسسات من طرف المكتب الوطني سنة 2007،

- قائمة مجموع مؤسسات القطاع الأعضاء في تعاضدية ترقية المؤسسات الصغيرة والمتوسطة وتضم هذه التعاضدية المؤسسات الصغيرة والمتوسطة العاملة في قطاع البناء والأشغال العامة. مكنت قائمة المؤسسات هذه من حصر79 مؤسسة من بينها أعضاء كذلك في اتحادية البناء و الأشغال العامة. بعد استغلال وفحص هذه القائمة بدعم من رئيس التعاضد دية تبين أن نصفها على الأقل لا يتوفر على مقر اجتماعي و/أو لا يتبع النظام المحاسبي المعتمد على مخطط المحاسبة الوطني المعمول به في موريتانيا.

- قائمة مجموع مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة التي نفذت أشغالا لصالح الوكالة الموريتانية لتنفيذ الأشغال ذات النفع العام للتشغيل بين عامي2005– 2007 وتتألف من 21 مؤسسة منها 8 أعضاء في اتحادية البناء و الأشغال العامة.

- قائمة مجموع مؤسسات قطاع البناء والأشغال العامة التي نفذت أشغالا لصالح الشركة الوطنية للصناعة والمناجم (سنيم) على مستوى انواذيبو أو ازويرات.

- قائمة مجموع مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة التي نفذت أشغالا لصالح إدارة منشاءات النقل بوزارة التجهيز والنقل خلال السنوات 2006 و2007.

وبعد استغلال لمختلفة اللوائح أعدت قائمة، محينة وأكثر جودة، للانطلاقة الفعلية للإعمال الميدانية.

4.المنهجية المتبعة

➢ حقل المعاينة

يهدف الإحصاء الوطني لمؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة في موريتانيا إلى جمع بيانات كيفية و كمية حول وحدات القطاع المصنفة(عصرية) المتواجد على التراب الوطني.

بالنسبة للوحدات المصنفة(المؤسسات العصرية في قطاع البناء و الأشغال العامة)، مكن الإحصاء الوطني للمؤسسات العصرية في موريتانيا المنجز في إبريل سنة 2007 من الحصول على قائمة شاملة للمؤسسات العصرية العاملة فعليا في القطاع سنة 2007 وتحيين قائمة المؤسسات العصرية في قطاع البناء والأشغال العامة في موريتانيا.

إن وحدة إحصاء مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة العصرية هي المؤسسة المحقق منها بإتقان(بدقة) على القائمة والمعتمدة ككيان قانوني إبان تأسيسها وتقدم وثائق محاسبية طبقا للمخطط المحاسبي الموريتاني. أن وحدة إنتاج تملك محاسبة يعني أنها تقدم وثائق محاسبية تبين التدفقات المالية خلال السنة والميزانية الختامية لمجوداتها وديونها في بداية ونهاية الفترة.

تتكون المعلومات المسجلة لكل وحدة من : المتغيرات المتعلقة بالتعريف بها،نشاطها،خصائصها،التشـــغيل، الممتلكات غير المنقولة ،الخدمات المقدمة من طرف المؤسسة والمصاعب التي تواجهها.

تتكون الاستمارة التي تم استخدامها لجميع مؤسسات القطاع من عدة أجزاء،لكل مؤسسة:

- تعريفها،
- نشاطها،
- خصائصها،
- التشغيل و الأجور،
- أعباء الاستغلال،
- الأعمال والخدمات المنجزة ،
- مستوى الاستثمار وصعوبة الوصول للقرض(الولوج)،
- آراء رؤساء المؤسسات حول معوقات القطاع(الصعوبات)

➢ تحسيس و إشراك الهيئات المعنية بهذه العملية

يتدخل في الأنشطة التنموية، الرقابة، الترقية، التكوين و التمويل لقطاع البناء والأشغال العامة العديد من الهيئات العمومية وشبه العمومية أو الخصوصية وكذاك بعض الفاعلين الاقتصاديين بصورة مباشرة أو غير مباشرة، ويتعلق الأمر بـــ:

- ➢ الاتحادية الوطنية لقطاع البناء والأشغال العامة؛
- ➢ الاتحادية الوطنية لأرباب العمل الموريتانيين؛
- ➢ إدارة منشاءات النقل بوزارة التجهيز والنقل؛
- ➢ إدارة البناء/ وزارة المياه والإصلاح الترابي و الإسكان ؛
- ➢ الوكالة الموريتانية لتنفيذ الأشغال ذات النفع العام للتشغيل،
- ➢ تعاضدية ترقية المؤسسات الصغيرة و المتوسطة.

2. الإطار العام والمبررات

تأتي أهمية متابعة نشاط مؤسسات قطاع البناء و الإشغال العامة من حجم مساهمته في الاقتصاد الوطني، حيث تعزز دورها في تكوين الناتج الداخلي الخام خلال السنوات الأخيرة معوضة نقص مساهمة الصناعات التحويلية التي وصلت نسبة مساهمتها في تكوين الناتج الداخلي الخام 4.7% خلال الفترة 1995-1999 في حين وصلت مساهمة قطاع البناء والأشغال العامة في المتوسط 7.7% من الناتج الداخلي الخام خلال الفترة 2000-2005. لقد ساهمت هذه الحركية بشكل كبير في النمو الاقتصادي المسجل خلال السنوات الأخيرة، نتيجة لنمو استغلال البترول الذي ساهم في قفزة الإسكان وتشيد منشاءات جديدة على مستوى قطاع النقل.

كما استفاد النمو الاقتصادي بشكل أساسي من النتائج الاستثنائية التي حدثت في قطاع البناء و الأشغال العامة، النقل، الاتصالات و خدمات أخرى. فهذه القطاعات لم تساهم في المتوسط إلا بنسبة 2.2% من النمو الحقيقي المسجل في الفترة 2003-2005. بالعودة إلى تطور بنية الناتج داخلي الخام يلاحظ أن هذه القطاعات التي لم تمثل سوى 20.7% من الناتج الداخلي الخام خلال الفترة 1995-1999 سجلت مساهمتها نموا متوسطا في تكوين الناتج الداخلي الخام بلغ أكثر من 29% بعد سنة 2000.

نظرا للدور المرموق الذي يلعبه نشاط البناء والأشغال العامة في إطار خلق الثروة الوطنية فإن تعقبه يظل ضروريا للاطلاع على كفاءته والصعوبات التي يمر بها في الوقت المناسب.

ومن وجهة النظر هذه يطمح المكتب الوطني للإحصاء إلى وضع نظام متكامل لمتابعة نشاطات البناء والأشغال العامة في موريتانيا، لهذا الغرض باشر منذ 23 نوفمبر 2008 تنفيذ إحصاء وطني لمؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة شمل كافة التراب الوطني بالتعاون مع العاملين بالقطاع (الاتحادية الوطنية للبناء و الأشغال العامة ، الوكالة الموريتانية لتنفيذ الأشغال ذات النفع العام للتشغيل، تعاضد دية ترقية المؤسسات الصغيرة والمتوسطة و إدارة منشآت النقل).

3. الأهداف المنشودة

أن الهدف الرئيسي لعملية الإحصاء هذه هو وضع آلية متابعة منتظمة تسمح بتتبع سنوي لنشاطات مؤسسات البناء والأشغال العامة بشكل متواز مع نشاطات المؤسسات الصناعية العصرية في موريتانيا، وبصورة لحظية سيمكن الإحصاء السنوي لمؤسسات البناء والأشغال العامة من:

- وضع قاعدة بيانات حديثة لمؤسسات قطاع البناء والأشغال العامة في موريتانيا (الشغل،الأعباء, المنتجات ، الصعوبات، القدرات أو الاحتياجات التمويلية، الخ،...)،
- تقييم مساهمة القطاع في التشغيل (عدد الوظائف، نوعية الوظيفة، المتطلبات من التكوين، مستوى الأجور، التخصصات، الخ...)،
- تقييم مساهمته في تكوين الناتج الداخلي الخام بصورة أكثر دقة،
- معرفة مستوى و نوعية الاستثمارات التي تحققت،
- التعرف على الصعوبات التي يواجه القطاع.

إن أهداف الإحصاء كذلك هو دمج أهم العراقيل التي يواجه قطاع البناء و الأشغال العامة كما بينها البيان المتعلق النواحي الفنية (نقص التأطير الفني، غياب معايير البناء، نقص في العمالة الماهرة، ...)، النواحي المالية(مشاكل السحب،الولوج للقرض وفوائدها ،...) بالإضافة إلى مكونة التسيير الرشيد الاقتصادي لمؤسسات القطاع.

الفهرس

1. ملخص 1
المختصرات 5
الفهرس..... 6
2. الاطار العام والمبررات 7
3. الاهداف المنشودة..... 8
4.المنهجية المعتمدة(المتبعة) 8
5.اهم النتائج 12
1.5 .الخصائص الاقتصادية للمؤسسات 13
2.5 .التشغيل 15
3.5.الأجور 18
4.5.لاستثمارات 19
5.5.مساهمة القطاع في الاقتصاد الوطني 23
6. الدروس المستخلصة 24
7. المعوقات المواجهة 26
8. الخلاصة 28
9. الملحقات 30
10.استمارة الاحصاء.....37
11.مصنفة انشاطة البناء و الاشغال العامة.....50

المختصرات الواردة في الوثيقة

AMEXTIPE	:	الوكالة الموريتانية لتنفيذ الأشغال ذات النفع العام للتشغيل
BAD	:	البنك الإفريقي للتنمية
BCI	:	الميزانية المدعمة للاستثمارات
BNC	:	الإرباح غير التجارية
BTP	:	البناء و الأشغال العامة
DIT	:	إدارة منشاءات النقل
FAD	:	الصندوق الإفريقي للتنمية
FBCF	:	تكوين رأس المال الخام الثابت
FBTP	:	اتحادية البناء و الأشغال العامة
IMF	:	الضريبة الأدنى الجزافية
M2P	:	تعاضد دية ترقية المؤسسات الصغيرة والمتوسطة
MET	:	وزارة التجهيز والنقل
MHUAT	:	وزارة المياه والإسكان والإصلاح الترابي
ONS	:	المكتب الوطني للإحصاء
OPEP	:	منظمة الدول المنتجة للبترول
PIB	:	الناتج الداخلي الخام
SNIM	:	الشركة الوطنية للصناعة والمناجم
SONADER	:	الشركة الوطنية للتنمية الريفية
UM	:	اوقية
UPI	:	وحدات إنتاج غير مصنفة
FSN	:	الصندوق الخاص لنيجيريا(أنشئ سنة 1976 باتفاق بين الصندوق الإفريقي للتنمية والحكومة النيجرية)

كما تعتقد المؤسسات انه في مجال منح الصفقات تعاني النظم الموريتانية بشكل أساس من تعدد مصدري الأوامر(الهيئات المكلفة بمتابعة تنفيذ الصفقات)، عدم تنظيم المتدخلين في القطاع و تأثير رب العمل المفوض، وهو تأثير ينعكس بشكل حقيقي على جودة الأشغال المنجزة.

- **مناخ استثماري غير مشجع**

اقل من نصف مجموع المؤسسات التي تم إحصاؤها مدمج في المدونة الاستثنائية للاستثمارات في موريتانيا، وحسب تصور غالبية المقاولين العاملين في القطاع أن المدونة الاستثنائية للاستثمارات في موريتانيا لا تشجع الاستثمار.

انطلاقا من آراء رؤساء المؤسسات الذين تم استطلاع آرائهم خلال الإحصاء حول تمويل نشاطاتهم، أعرب معظم المقاولون عن صعوبة الولوج إلى القروض نظرا لارتفاع كلفة الفوائد و التكاليف الأخرى التي عليهم أداؤها.

أظهرت معظم المؤسسات في هذا الإحصاء انه بالنسبة لتنفيذ صفقاتها تواجه صعوبات تعود أساسا إلى عدم دفع(سحب) الأقساط المستحقة لها مقابل تنفيذ صفقات لصالح القطاع العمومي.

تظهر نتائج الإحصاء أن مؤسسات القطاع أحرزت مكتسبات هامة خصوصا فيما يتعلق بتحديث معدات الاستغلال، شراء أو تحديث آليات النقل وتشيد البناءات العمومية و السكنية، وقد تم تمويل هذه الاستثمارات بأموال خصوصية خالصة بفضل قدرة تمويلية ذاتية جيدة، هذه القدرة وفرتها مؤسسات القطاع خلال السنتين الأخيرتين. وفي الحقيقة فان القدرة التمويلية بمبلغ مالي وصل إلى 4.8 مليار اوقية،مثل 52% من تمويل الأصول الثابتة المحققة سنة 2007.

وحسب نتائج الإحصاء الوطني للمؤسسات العصرية في قطاع البناء و الأشغال العامة، فان القيمة المضافة لهذا القطاع المقدرة بطريقة مباشرة وصلت إلى 10.980 مليون اوقية،محققة زيادة اسمية وصلت إلى 14.98% مقارنة بسنة 2006. وقد جاءت هذه القيمة المضافة اقل بكثير من تقديرات المحاسبة الوطنية.

بخصوص المساهمة في الضريبة العامة مثل مبلغ الضرائب والرسوم المدفوعة من قبل المؤسسات العصرية في قطاع البناء والأشغال العامة حوالي 1% من العائدات الضريبية المسجلة و 3.5% من المبلغ الإجمالي للضرائب على الربح، الضريبة الجزافية الأدنى و الأرباح غير التجارية التي تلقتها الدولة سنة 2007.

تحتل المؤسسات الأجنبية مكانة لا يستهان بها في السوق المحلية لقطاع البناء و الأشغال العامة ونتيجة لهذه المكانة منحت صفقات عمومية مثل تشييد البنايات العمومية و بنى تحتيه أرضية أخرى(الطرق، المطارات أو الموانئ) وقد وصل رقم الأعمال الإجمالي لهذه المؤسسات أكثر من 3 مليارات اوقية سنة 2007.

تعتبر مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة إجمالا أنها مطلعة بما فيه الكفاية على الصفقات التي يتم منحها، وبخصوص التقنيات الحديثة في القطاع، فقلة فقط من مؤسسات القطاع تعتبر أن لديها معرفة بها. وموازاة لهذا فان المقاولين غير مطلعين بصورة جيدة لا على منافسيهم ولا على السوق الخارجية ولا على النظم المتعلقة بنشاط البناء و الأشغال العامة، الشيء الذي يحد منطقيا من قدرتهم التنافسية محليا و شبه إقليميا.

على ضوء نتائج عملية الإحصاء هذه يلاحظ أن قطاع البناء و الأشغال العامة يعاني بشكل أساسي من معوقات فنية ، انعدام التسيير الرشيد ومعوقات أخرى تتعلق بمناخ الاستثماري بصورة عامة:

- **معوقات فنية تتعلق بالاكتتاب:**

فيما يتعلق بالاكتتاب فان أكثر من 80% من المقاولين المستجوبين خلال عملية الإحصاء قد عبروا عن مواجهتهم لصعوبات ذات صلة باكتتاب العمالة الماهرة(مهندسين، وكلاء مهرة وعمالة أخرى متخصصة) من السوق المحلية وذلك ناجم عن نقص هذه العمالة الماهرة و المتخصصة في القطاع على المستوى الوطني ومطالبة هذه الفئة بأجور عالية. وبشكل متناقض لا تتوفر المؤسسات عموما على خطة للتكوين وتخصص القليل من الوسائل لتحسين الخبرات لمواجهة تسارع وتيرة نمو التكنولوجيا الحديثة وتوسع العولمة.

- **قيادة المؤسسات عامل معيق**

من اجل الاطلاع على مختلف الصفقات الممنوحة أكدت غالبة المؤسسات المستجوبة أنها استخدمت الصحافة الوطنية وبصورة اقل استخدمت الشبكة الدولية للمعلومات كوسيلة إعلامية للحصول على صفقات البناء و الأشغال العامة، و على العكس صرح عدد كبير من هذه المؤسسات بأنه حصل على المعلومات المتعلقة بالصفقات عبر قنوات أخرى للاتصال وخاصة العلاقات الشخصية و المهنية وتبقى طريقة منح صفقات التراضي الأكثر شيوعا .

1.مـــلـــخـــص

يحتل نشاط مؤسسات قطاع البناء و الأشغال العامة مكانة متميزة في تنمية الاقتصاد الموريتاني وهو بهذه المكانة يعتبر محفزا لقدرة الاقتصاد عموما على المنافسة.وقد ازداد حجم هذا القطاع بشكل ملحوظ في تكوين الناتج الداخلي الخام في السنوات الأخيرة معوضا نقص مساهمة الصناعة التحويلية.

لتعزيز حركية القطاع تم استخدام جل الميزانية المدعمة للاستثمارات في إطار أشغال تهيئة، بناء أو إعادة تأهيل مباني عمومية و جلب المياه الصالحة للشرب لجل قطاعات الاقتصاد الوطني. ومن الملاحظ أن الإرادة السياسية ركزت على توسعة وتحديث وتحسين البنى التحية للنقل والمباني العمومية والسكنية.

وحسب مجال التدخل وجهت جهود الاستثمارات بشكل أساس للبنى التحتية للنقل خاصة الطرق، المطارات بالإضافة إلى الموانئ بوصفها عناصر أساسية لمواكبة التنمية الاقتصادية لأي بلد (تسهيل تنقل الأشخاص والسلع والانفتاح على الخارج، الخ،...).

يستهدف إحصاء مؤسسات قطاع البناء والأشغال العامة جميع مؤسسات القطاع التي تم التعرف عليها والمعرفة قانونا ولديها محاسبة تبين مجموع التدفقات المالية خلال السنة وميزانية لأصولها وخصومها. طبقا لنتائج الإحصاء الوطني لمؤسسات البناء و الأشغال العامة العصرية في موريتانيا المنفذ في الفترة من دجمبر2008 إلى فبراير 2009 تم حصر64 مؤسسة عصرية، حدد موقعها وتم إحصاؤها. يمتلك الخصوصيون الوطنيون غالبية رؤوس أموال هذه المؤسسات(92%) أما القلة المتبقية فيملكها خصوصيين أجانب.

حققت هذه المؤسسات بشكل إجمالي رقم أعمال وصل إلى 27.9 مليار اوقية سنة 2007 محققة زيادة طفيفة مقارنة بسنة 2006. وبتصنيفها حسب مستوى رقم إعمالها فهي متباينة بشكل كبير حيث يتفاوت رقم الأعمال هذا من 6 مليارات اوقية إلى اقل من 500 ألف اوقية و تبعا لمصادر رأس مالها الاجتماعي فـــان 11% من رقم أعمال هذه المؤسسات آت من شركات أجنبية بحتة .

يعمل بالقطاع حوالي 4978 أجيرا سنة 2007 منهم 51 %عمالا دائما.إن معظم هؤلاء الأجراء المصرح بهم من طرف المؤسسات هم من الرجال قليلي التخصص. لذا فان الفنيين، المهندسين المتخصصين و الوكلاء المهرة يمثلون اقل من 30 %من مجموع العمالة الدائمة. وبصورة عامة يتشكل الأجراء الدائمون في هذا القطاع من وكلاء مهرة وعمالة دعم(حاجب، حارس، سائق و عمال السكرتير يا)بنسبة56.2 %من مجوع العمالة الدائمة.

وصل حجم الرواتب المدفوعة من قبل مؤسسات البناء والأشغال العامة في القطاع العصري سنة 2007 ما قيمته 2.5 مليار اوقية وهو ما يمثل حوالي 4 %من حجم الرواتب والعلاوات المدفوعة من طرف الإدارة العمومية للموظفين خلال نفس السنة ويظهر تحليل مستويات الرواتب على أساس المؤهلات انه بالنسبة للإجراء الدائمين فان متوسط الرواتب الشهرية للأطر الإداريين في هذا القطاع تظل أعلى من متوسط الرواتب في قطاع الوظيفة العمومية. موازاة مع هذا فان الفنين والمهندسين في مجال البناء والأشغال العامة يتقاضون رواتب شهرية متوسطة تصل إلى 137950 اوقية وهي وضعية أكثر ملاءمة مما عليه الحال في الإدارة العمومية، لكنها اقل امتيازا من ظروف نفس الفئة على مستوى شركة الصناعة والمناجم.

الجمهورية الإسلامية الموريتانية
شرف-إخاء-عدل

المكتب الوطني للإحصاء

الإحصاء الوطني للمؤسسات العصرية لقطاع البناء و الأشغال العامة 2009 في موريتانيا

تقرير تحليلي« مؤقت »

انواكشوط، بتاريخ 24 مايو2009